

# La Communale

La lettre d'information des directeurs de l'éducation

n° 58 / SEPTEMBRE 2016 - [www.ande.fr](http://www.ande.fr)

## SOMMAIRE

### 02 DOSSIER LE CONGRÈS DE BREST

02 Construire une alliance éducative avec les parents est essentiel et pourtant si difficile !

### 04 DOSSIER RÉFORME DES TEMPS ÉDUCATIFS

04 La circulaire de rentrée 2016 du Ministère de l'Éducation nationale : éléments d'éclairage

06 Travailler en équipe, dans la classe, dans l'école et au-delà ... pour la réussite de tous les élèves

08 Des nouveaux programmes de l'école maternelle : connaître la thématique consacrée à la relation école familles

10 Pédagogie différenciée : témoignage d'une école du Gard depuis les nouveaux programmes maternels

12 L'éducatif local, les usages politiques du temps libre des enfants

13 En quoi l'architecture peut-elle contribuer à prendre en compte l'évolution du projet éducatif ?

17 Adapter son patrimoine scolaire au service du Projet Educatif de Territoire

### 18 NUMÉRIQUE

18 Avenir des diplômes Jeunesse et Sports

### 20 ACTUALITES

20 Cadres des Directions éducatives et réformes territoriales

### 23 VIE DE L'ASSOCIATION

23 L'ANDEV, agréée par le ministère de l'Éducation Nationale Arrêté du 15-6-2016 (NOR : MENE1600398A) : décryptage

### 24 VIE DES RESEAUX REGIONAUX

24 Réseau Sud-Méditerranée : réunion à Nîmes le 4 Mars

31 Réseau Grand Ouest : groupe de travail sur le gaspillage alimentaire

### 32 LECTURES

## édito L'ANDEV a une nouvelle présidente



Rozenn MERRIEN  
Présidente de  
l'ANDEV

Chers adhérents et sympathisants,

Je succède à Paul MONNOYER à la présidence de l'ANDEV, je lui souhaite toute la réussite possible dans ses nouvelles fonctions.

Premier réseau professionnel au cœur des enjeux des politiques territoriales, l'ANDEV puise son dynamisme dans l'engagement et la mobilisation de ses adhérents au service de l'action éducative locale. Nous mutualisons ainsi nos réflexions et nos expériences, issues de la richesse de nos territoires.

En cette nouvelle année scolaire, directeur-trice et cadre de l'Éducation, de petite, moyenne ou grande ville, d'intercommunalité, de département ou de région, rejoignez-nous pour enrichir votre réseau professionnel, à travers les rencontres des groupes régionaux, lors du prochain congrès de Brest les 7, 8, et 9 décembre prochain ou encore en participant chaque mois aux groupes de travail de la commission permanente.

Nous vous y attendons nombreux !

Marion Aubert, Chargée de missions pour l'ANDEV, les membres du bureau, du conseil d'administration et de la commission permanente sont à votre disposition !

Cordialement,

Rozenn MERRIEN, Présidente de l'ANDEV

## **Construire une alliance éducative avec les parents est essentiel et pourtant si difficile ! Pourquoi, comment ? Obstacles, leviers, freins...**

Les parents, premiers éducateurs de leurs enfants : cette proclamation est affichée depuis quelques années, pour qualifier la spécificité du rôle des parents dans les débats qui agitent les acteurs éducatifs autour de la coéducation : mais ce qualificatif ne va pas de soi, et il est loin d'être partagé par tous.

De fait, si l'école républicaine s'est construite dans le passé contre la famille, elle considère, et la loi de refondation de l'école le réaffirme aujourd'hui, que les parents ont un rôle actif à jouer dans la réussite de leurs enfants.

Les approches juridiques récentes portant sur l'autorité parentale, mettent pourtant les parents dans un paradoxe : l'Etat confie aux parents la responsabilité fondamentale, sous la forme de « l'autorité parentale », autorité qu'il est d'ailleurs susceptible de leur retirer en cas de défaillances duement constatées par les services de protection des mineurs des Départements et de l'Etat.

Ces mêmes parents sont conduits à déléguer une part de leur responsabilité à des acteurs éducatifs (enseignants, animateurs, professionnels de santé, culturels, artistiques... La relation qui s'établit alors est marquée par le fait que les professionnels doivent exercer leurs missions auprès des enfants tout en veillant à ne pas les remplacer dans l'exercice de l'autorité parentale. Dans le même temps, la puissance publique a élaboré des règles relatives aux droits de l'enfant, à la protection des mineurs, aux objectifs éducatifs liés à la scolarité obligatoire sous la forme du socle commun de connaissances, de compétences et de culture : l'ensemble de ces dispositions s'impose à tous les acteurs éducatifs, parents inclus sans exception.

Dans l'ensemble des projets éducatifs, (Projets Éducatifs de Territoire, Projets d'Écoles, Chartes de restauration, Règlements périscolaires, Projets de centres de loisirs), l'adhésion des parents à leur contenu est réputée acquise, de par la loi, ou de par la signature des règles spécifiques par ces derniers, avec les limites bien connues de la contractualisation entre deux entités (une institution, un parent) inégales.

Travailler sur la notion de parentalité doit nous amener à éviter de recourir à des conceptions ou trop théoriques, ou trop réductrices de la notion de parents. Les inégalités sociales et culturelles, nous imposent de nous interroger sur les parents éloignés de l'école. En corollaire, la représentation parentale sous l'angle des seules « associations de parents d'élèves » est marquée par ces inégalités.

Tout cela s'inscrit dans les travaux recherchant une typologie de posture des acteurs éducatifs, parents et professionnels dans leurs relations mutuelles.

Ainsi, les qualificatifs parentaux nous renvoient à des parents intrusifs, parents tout puissants, parents démissionnaires, parents démissionnés, parents opposés à certaines valeurs de laïcité, postures rendant difficile la construction d'un modèle de parents Co-éducateurs

A ce paysage parental, les professionnels peuvent afficher des postures miroirs qui font système avec certaines pratiques parentales : professionnels tout puissants, opposés ou craignant l'intrusion parentale, portant un jugement devant les enfants sur leurs parents, mais aussi professionnels aidants, recherchant la coopération et l'adhésion des parents pour favoriser le bien-être des enfants.

L'ANDEV part du postulat que sans les parents il ne peut y avoir d'alliance éducative. Pour autant, cet objectif est souhaité depuis plusieurs décennies sans être atteint ce qui interroge les pratiques des professionnels

Il s'agit en effet de repositionner le pouvoir d'agir des parents en interrogeant les pratiques des professionnels dans les missions qui leur sont confiées.

Si le parent se sent reconnu dans son rôle de parent, à l'école (entendue comme espace éducatif scolaire et périscolaire), l'enfant aura plus de facilité à s'approprier sa scolarité en étant à l'aise dans son rôle d'élève.

On ne peut pas parler de coéducation si les politiques ne sont pas impliqués

C'est toute cette complexité, que nous entendons mettre en débat, au regard de :

- L'évolution du rôle des parents dans la notion d'autorité parentale
- Les objectifs déterminés par la loi sur les droits de l'enfant, les objectifs du socle commun, et du Projet Educatif de Territoire
- La construction de la relation entre les parents et les professionnels de l'éducation au sens large pour faire vivre le principe de coéducation dans le respect des prérogatives de chacun.

Les professionnels de l'Education des villes sont complètement concernés en tant qu'acteurs éducatifs majeurs, au côté des enseignants et des professionnels de la protection de l'enfance. Ils définissent leurs interventions à partir des Projets Educatifs de Territoire portés par les élus des collectivités territoriales, respectent le statut spécifique des parents, et remplissent leurs missions auprès des enfants et de leurs famille avec toute la bienveillance que requiert leurs fonctions

L'ANDEV entend faire de ce congrès un point d'étape décisif pour contribuer à construire cette « alliance éducative » faite de droits et de devoirs, mais aussi de dialogue au service de la réussite de tous les enfants et adolescents

**Par Bernard Meyrand  
et le Groupe Projet du Congrès 2016**

# LA CIRCULAIRE DE RENTRÉE 2016

## du Ministère de l'Éducation nationale : éléments d'éclairage

La circulaire ministérielle de préparation de rentrée scolaire constitue la **référence annuelle en matière de politique éducative**. Fortement attendue par les corps d'inspection et personnels de direction, elle est la **feuille de route** qui permettra de guider les actions de terrain et les thématiques de formation des personnels enseignants sur l'année scolaire à venir. Dans le cadre global des textes de loi, la circulaire de rentrée apporte chaque année les précisions relatives aux priorités du moment.

**Priorités que les cadres des services éducation ou vie scolaire des collectivités territoriales ne peuvent ignorer**, tant elles sont susceptibles d'impacter les projets conduits en partenariat avec les circonscriptions d'IEN ou chefs d'établissements scolaires. Il y va parfois également d'orientations qui confortent ou non, des choix budgétaires, à partager avec les élus...

Parue au Bulletin officiel n° 15 du 14 avril 2016, la circulaire fixe donc les priorités de la rentrée à venir. Elle a pour objectif principal de redéfinir et d'articuler de manière cohérente les contenus d'enseignement, leur organisation et leur évaluation au cours de la scolarité obligatoire. Dans le cadre de la 4<sup>e</sup> année de la « refondation de l'École », elle annonce la **cohérence globale de l'école au collège**, avec la **priorité au primaire**, la **réforme du collège** et « l'École inclusive ». L'égalité des chances pour tous les enfants de France, quel que soit le lieu où ils apprennent, en constitue le fil rouge, décliné sous forme de trois orientations majeures.

### ORIENTATION 1 : Une école qui poursuit sa transformation

Au service « de la qualité et de l'efficacité des apprentissages ». Plus concrètement, cette nouvelle circulaire rappelle l'**entrée en vigueur à la rentrée des nouveaux programmes de l'école élémentaire et du collège** (après ceux de la maternelle de 2015), ainsi que la **création d'un livret scolaire unique numérique**, obligatoire pour chaque élève inscrit dans une école ou un collège de l'enseignement public ou privé sous contrat.

Elle prévoit également l'**arrivée échelonnée de nouveaux manuels**, question qui interpelle déjà les dotations en budgets de la part des collectivités territoriales...

Il est également précisé qu'un **nouveau référentiel informatique se substituera au B2i**. Le **plan numérique** continue à créer des conditions favorables à la généralisation des usages pédagogiques du numérique. A cet effet, dès la rentrée scolaire, des ressources numériques pédagogiques seront mises en ligne.

**Le parcours d'éducation artistique et culturelle** se veut une « éducation à l'art et par l'art pour tous les élèves. Chacun d'entre eux doit s'enrichir en connaissances, en pratiques et à travers des rencontres.

La circulaire annonce aussi la **réforme des ELCO** (enseignements de langue et de culture d'origine), qui « évoluent vers un dispositif inspiré des sections internationales du premier degré ». En primaire, ces **enseignements de langues vivantes étrangères** seront « ouverts à partir de la classe de CE1 à tous les élèves volontaires ». Au collège, « la continuité sera assurée dans le cadre de dispositifs bi-langues ».

Dans le cadre de la réaffirmation de la priorité donnée au **primaire**, la circulaire rappelle l'engagement du ministère à favoriser la **scolarisation des moins de 3 ans**, en **travaillant avec les différents partenaires concernés : collectivités territoriales**, parents et acteurs publics de la petite enfance (protection maternelle et infantile), etc.

Il est également question de développer l'offre de **formation** continue. « L'effort conséquent de création de postes pour l'enseignement du premier degré à la rentrée 2016 doit permettre d'augmenter substantiellement les capacités de remplacement, notamment pour le temps consacré à la formation continue », peut-on lire.

Pour ce qui concerne les **rythmes scolaires**, il est rappelé la logique de continuité dans l'application des nouveaux rythmes pour un meilleur équilibre de la journée et de la semaine de l'élève.

**ORIENTATION 2 :****Une école inclusive pour la réussite de tous**

Le ministère revient sur un thème qui lui est cher : l'**école inclusive**. Afin de « contribuer à la lutte contre les inégalités sociales », un « **nouvel accompagnement** » est mis en place en REP+.

Ainsi, « **l'accompagnement continu en 6<sup>e</sup>**, qui a vocation à être développé en REP+ en priorité, complète l'accompagnement personnalisé et l'accompagnement éducatif ». Il est constitué de « temps réguliers où les élèves, en petits groupes, sont accompagnés pour faire leurs devoirs et apprendre leurs leçons dans les temps laissés libres à l'emploi du temps jusqu'à 16 h 30. »

Les points soulignés dans la circulaire concernent prioritairement le travail sur une **orientation choisie et préparée**, la **lutte contre le décrochage scolaire**, la lutte contre les inégalités sociales (les moyens évoqués : les fonds sociaux, les bourses de l'Éducation nationale, l'attention aux exigences concernant les fournitures scolaires), un **référentiel pour l'éducation prioritaire**, guide et cadre pour un travail commun. Il est également question de l'**attention portée aux territoires ruraux ou de montagne**, trop souvent en difficulté d'effectifs et qui joue pourtant un rôle essentiel dans le lien social, ainsi qu'au-delà de l'**accompagnement des élèves à besoins éducatifs particuliers**, la mise en œuvre du **parcours éducatif de santé**.

A ce titre, il est intéressant de constater que pour la **première fois, la question des toilettes** s'invite dans la circulaire de rentrée : « La question des sanitaires mérite d'être appréhendée par les équipes éducatives dans une approche globale de l'hygiène, de la santé individuelle et collective, mais aussi éducative », écrit la circulaire. « Il s'agit de développer chez les élèves la capacité à prendre soin d'eux-mêmes, à respecter les règles du vivre-ensemble et les lieux qu'ils utilisent. Cette approche doit être reliée à la promotion de la santé et au sentiment d'appartenance à l'établissement. Cela peut faire l'objet d'une réflexion au sein du comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté (CESC), de la commission d'hygiène et de sécurité (CHS), du conseil de la vie collégienne (CVC) et du conseil de la vie lycéenne (CVL). Des actions éducatives et pédagogiques peuvent ainsi être élaborées et la mise en place d'un projet doit supposer un travail commun de l'ensemble des acteurs concernés : élèves, parents, équipes éducatives et pédagogiques, équipe de direction, assistants de service social, agents, infirmiers et médecins, **voire représentants de la collectivité territoriale** ».

**ORIENTATION 3 :****Une école qui fait vivre les valeurs de la République**

Mobiliser le parcours citoyen au service des objectifs pédagogiques et éducatifs de l'École et renforcer la transmission des valeurs de la République. Quatre dimensions sont soulignées pour atteindre ces objectifs :

- le **parcours citoyen** pour la construction d'un jugement moral et civique, l'acquisition d'un esprit critique et une culture de l'engagement.

- l'**éducation aux médias et à l'information** (Emi)

- la **transmission des valeurs** de la République : éducation contre le racisme et l'antisémitisme, la lutte contre le harcèlement scolaire, l'éducation au développement durable.

- l'instauration d'un **climat de vie scolaire apaisé** qui met en confiance les élèves et les personnels.

Au final, alors que la refondation de l'École entre dans sa quatrième année, les évolutions entreprises sont consolidées et les derniers changements réglementaires importants interviennent. La circulaire de rentrée resitue l'ensemble de ces enjeux et définit le cap à suivre pour l'année à venir.

Enjeux, prolongements et nouveautés que l'ANDEV et ses adhérents pourront appréhender de manière plus précise en entrant plus directement dans les détails de la circulaire de rentrée. **Outil important, pour une meilleure compréhension de ce qui mobilise nos partenaires de l'Éducation nationale et pour développer des partenariats cohérents**, en phase avec orientations nationales.

**par Thierry VASSE,**

Vice-président de l'ANDEV

DGA Education Enfance Jeunesse Ville d'Orvault (44)



# TRAVAILLER EN ÉQUIPE, DANS LA CLASSE, dans l'école et au-delà... pour la réussite de tous les élèves

*En quoi la collaboration entre les adultes dans la classe sert la réussite de tous les élèves ?*

**Si la réussite des élèves à l'école maternelle passe bien évidemment par la mise en œuvre d'apprentissages pensés et organisés par les seuls enseignants, en appui sur la prise en compte des besoins spécifiques de ces jeunes enfants, la question du travail en équipe pluri-professionnelle n'en demeure pas moins essentielle.**

Alors que le fonctionnement même de l'école maternelle française institue des collaborations obligées entre professionnels enseignants et non-enseignants (ATSEM, animateurs ou Educateurs de Jeunes Enfants parfois) aux fonctions différentes et gérés par des institutions différentes (Etat et collectivités territoriales), la recherche permanente d'une **harmonisation des contributions des uns et des autres est devenue incontournable.**

D'abord parce que l'enfant/élève de 2 à 6 ans a besoin de repères, de ressentir une permanence du cadre et une cohérence des gestes professionnels ou attitudes éducatives des différents adultes qui encadrent et rythment sa journée d'écolier. Ces collaborations entre adultes différents, efficaces lorsqu'elles sont pensées ensemble, apportent effectivement la sécurité physique, matérielle et affective attendue par chacun des enfants accueillis dans la classe, dans la cour, dans la salle de repos, lors des moments de transition... Il en va de ces nouvelles «figures d'attachement» qui réinstalleraient le sentiment de sécurité lorsque le parent a quitté son enfant pour le laisser à l'école. C'est bien cette mise en sécurité qui rassure, contribue au «bien-être là» et qui constitue inévitablement le socle fondamental sur lequel chaque enfant pourra s'appuyer pour entrer dans les apprentissages, découvrir, prendre des risques, chercher, grandir...

Force est de constater qu'au-delà du premier objectif d'accueil réussi de l'enfant pour ses premières expériences de vie scolaire et de bien-être à l'école, les collaborations complémentaires entre adultes de l'école permettent également une relation de confiance avec les familles, nécessaire à la réussite de tous les élèves.

En effet, **l'adhésion des familles au projet de vie scolaire** ne peut que faciliter l'entrée dans les apprentissages et contribue à la réussite des enfants qui se sentent autorisés à considérer leur première école comme un lieu de promotion et non d'abandon. Par le plaisir partagé avec son parent de la fréquentation régulière de ce lieu d'activités riches et diversifiées, stimulé par des adultes à la fois bienveillants et exigeants, l'enfant/élève sera d'autant plus à même de vivre un rapport positif à l'école.

C'est bien en appui sur des collaborations complémentaires, cohérentes et donc efficaces entre les différents adultes de l'école maternelle, au service des enfants et de leurs familles, que les fondements de la réussite se mettent en place.

*Comment enseignant et ATSEM doivent-ils travailler ensemble pour assurer une cohérence des pratiques favorable à la réussite de tous les élèves ?*

Le meilleur gage d'une cohérence des pratiques entre enseignants et ATSEM au sein des écoles maternelles renvoie à une connaissance et compréhension partagées : des évolutions des différents métiers, des fonctions et rôles de chacun et des finalités et enjeux de l'école maternelle.

Effectivement, si l'on peut considérer l'institutionnalisation de ces collaborations indispensables au fonctionnement de l'école maternelle comme une chance pour l'ensemble des acteurs, le travail en commun de ces partenaires obligés est particulièrement complexe et le sera d'autant plus sans une première phase de clarification des missions et rôles de chacun. L'appui sur les référentiels métiers, sur les contenus du CAP Petite Enfance, sur les programmes actualisés de l'école maternelle... sera déterminant et constituera un levier important au service du travail en commun.

Pour autant, ces référentiels ne suffiront pas à construire des collaborations sereines et efficaces sans de nécessaires ajustements et une communication réciproque régulière sur les nombreux sujets à partager (relation aux familles, aménagement/rangement des espaces, prise en charge de groupes d'enfants, sécurité, conquête de l'autonomie, accompagnement du langage...).

Au-delà des micro-réglages au jour le jour, il convient nécessairement de penser des **temps de régulation en dehors de la présence élèves**, afin d'éviter d'une part, un partage trop strict des territoires – l'un s'occuperait de l'enfant et l'autre de l'élève – et d'autre part la confusion des rôles dévolus à chacun.

Par ailleurs, dans la mesure où la particularité de ce travail en commun amène chacun des acteurs à s'exposer en permanence au regard de l'autre et à donner à voir ce qu'il est en tant que professionnel mais aussi, inévitablement, en tant que personne, les échanges professionnalisés doivent permettre de dire et de se dire les choses en confiance, afin d'éviter les malentendus et risques de **non-dits toujours dévastateurs**.

Il s'agit bien de **construire ensemble ces collaborations pour ne pas les subir**, en partageant une conscience professionnelle et une forme de culture commune au sein de la classe et de l'école, laquelle permettra les complémentarités et un partage raisonné et intelligent des territoires au service des enfants/élèves.

**Que devons-nous rechercher, attendre d'une collaboration soutenue entre les différents professionnels au sein de l'école ?**

Avant tout, il est nécessaire de faire vivre la notion de communauté éducative qui doit permettre une réelle implication de chacun des professionnels de l'école pour assurer le bien-accueillir (des enfants et des familles) et le bien-être des enfants/élèves au cours des différents moments vécus, conditions de leur adhésion au projet de scolarisation et de vécu des temps péri-éducatifs.

Cela renvoie donc prioritairement à un engagement fort de chacun pour assurer une forme de bientraitance quotidienne, laquelle passe par une attention soutenue aux moments d'accueil et de transitions, aux changements de cadres et d'intervenants... A tout ce qui serait susceptible de mettre à mal la sécurité affective ou physique de l'enfant et qui de fait pourrait contrarier le projet d'apprentissage. Il en va là également d'une recherche de clarification des responsabilités de chacun sur les différents temps vécus dans l'école, en appui sur les institutions de tutelle (Education Nationale, collectivité territoriale ou association).

La valorisation de l'enfant, sur les temps scolaires et périscolaires, participe également de son acceptation à vivre des journées parfois longues à l'école et doit être systématiquement recherchée. Le désir d'école pourra naître du plaisir à y vivre des

situations heureuses, gratifiantes, au cours desquelles l'enfant se sent guidé mais aussi reconnu, accompagné et valorisé dans ses conquêtes.

Il est fondamental par ailleurs de rechercher les nécessaires cohérences éducatives de chacun des professionnels intervenant dans la journée de l'enfant. Travailler ensemble aux continuums éducatifs, en appui sur des lignes de force partagées: étayages, valorisation, mais aussi règles, attitudes et langages professionnels pensés en amont, qui plus est depuis la mise en œuvre des nouveaux rythmes scolaires qui a généré une multiplication du nombre d'intervenants sur les temps péri-éducatifs.

**Lorsque que des enfants si jeunes peuvent être pris en charge par deux à 12 adultes différents parfois sur une même journée d'école (suivant qu'ils participent où non aux temps de garderie périscolaire, restauration, TAP...) il est un devoir pour chacun de travailler à un projet éducatif commun cohérent, lisible et respectueux des besoins de l'enfant, de son bien-être et de son bien-devenir.**

**par Thierry VASSE,**

Vice-président de l'ANDEV,

DGA Education Enfance Jeunesse Ville d'Orvault (44)

# DES NOUVEAUX PROGRAMMES DE L'ÉCOLE MATERNELLE :

## connaître la thématique consacrée à la relation école familles

### La relation construite et continue avec les parents

Alors qu'il m'est donné d'apporter mon éclairage de Directeur Territorial en charge des questions éducatives sur l'extrait des nouveaux programmes de l'école maternelle consacré à la relation école familles, je m'appuierai tout simplement sur la phrase clé consacrée à cette thématique pour développer mon propos :

*« Dès l'accueil de l'enfant à l'école, un dialogue régulier et constructif s'établit entre enseignants et parents ; il exige de la confiance et une information réciproques. »*

### « ... un dialogue régulier et constructif s'établit entre enseignants et parents... »

Même s'il est fort logique que les programmes scolaires traduisent une vision « scolaro-centrée » des thématiques développées, je ne peux m'empêcher tout d'abord d'exprimer le côté restrictif de cette approche concernant la relation aux familles, alors qu'il n'est là question que des seuls enseignants et parents. En effet, **alors que la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République évoque une « redynamisation du dialogue entre école et parents, collectivités territoriales et secteur associatif », et affirme que « la promotion de la coéducation est un des principaux leviers de la refondation de l'école », il m'apparaît regrettable que les autres professionnels non-enseignants de l'école maternelle ne soient pas associés à cette dynamique de confiance et d'échanges réciproques dans cet extrait des programmes.**

Chacun sait que le dialogue avec les parents des jeunes élèves de maternelle concerne aussi les ATSEM et les animateurs des temps périscolaires et combien cette question revêt un enjeu considérable de clarification des postures professionnelles et rôles complémentaires de chacun dans la relation aux enfants et aux familles. Enjeu de concertation en équipe pluri-professionnelles et de formation également, tant il est vrai que chacun des professionnels sera confronté à l'expérience du dialogue avec les parents à un moment ou à un autre.

Oubli malheureux ou volontaire, peu importe, pourvu que la déclinaison de cette orientation

majeure se fasse de manière concertée, lisible et cohérente, en équipes élargies au sein de chaque classe ou école maternelle.

### « Dès l'accueil de l'enfant à l'école... »

Soit dès l'accueil au moment du premier contact, au moment de l'inscription à l'école maternelle, au moment où l'enfant et son parent échangent les premiers regards, les premiers mots, avec la communauté éducative scolaire. Ce rappel est de première importance, dans la mesure où ces premiers échanges engagent toute la suite de l'histoire et qu'ils créent les conditions favorables pour un dialogue positif durable. Socle incontournable de l'attelage éducatif, du « tirer ensemble dans le même sens », le plus tôt possible effectivement.

C'est parce que l'on a pu se rencontrer, se faire confiance et se respecter dans des conditions favorables et sereines, que l'on saura, le jour venu, échanger de manière tout aussi respectueuse et collaborative dans un contexte moins favorable. Combien de parents rappellent, quel que soit l'âge de leur enfant, qu'il est très difficile d'accepter les remarques d'un enseignant, d'un éducateur, avec qui ils échangent réellement pour la première fois et pour s'entendre dire qu'un « problème » se pose...

Force est de constater qu'au-delà du premier objectif d'accueil réussi de l'enfant pour ses premières expériences de vie scolaire, la relation de confiance qui s'établit avec les familles dès ces premières rencontres et mises en mots sont aussi nécessaires à la réussite du projet de scolarisation. L'adhésion des familles au projet de vie scolaire et périscolaire global ne peut que faciliter l'entrée dans les apprentissages et contribue à faire vivre un rapport positif à l'école.

C'est par l'attitude proactive des professionnels de l'école maternelle que cette relation de confiance se construira, petit à petit, comme cela s'est souvent déjà construit avec bonheur dans le cadre des premiers échanges avec les professionnels petite enfance en crèche, multi-accueils ou relais d'assistants maternels.



**« ... il exige de la confiance et une information réciproques. »**

Si confiance et informations réciproques sont exigées, elles ne se décrètent pas et méritent d'être construites, dans un contexte où l'histoire des relations entre les parents et l'école est fort compliquée. Parce que cette question de l'alliance éducative avec les parents est essentielle et pourtant si difficile, renvoyant à multiples positionnements et typologies d'implication: « *parents assujettis, partenaires, usagers, consommateurs, coéducateurs ?* » (Fotinos 2014), les institutions doivent se préoccuper d'aider chacun des acteurs à appréhender ces questionnements récurrents et à franchir un cap pour un véritable dialogue école / familles apaisé.

Bien des situations tendues, nécessitant des médiations en nombre croissant, révèlent des communications malaisées et souvent maladroitement qui engendrent des incompréhensions, interprétations ou malentendus pouvant dériver en procès réciproques.

Le dialogue est certes nécessaire mais les modalités de ce dialogue doivent être pensées en amont, questionnées, négociées parfois. Ce qui en fait la qualité renvoie à ce qu'est chacun des acteurs. C'est pourquoi il est devenu incontournable de professionnaliser cette facette des métiers de l'éducation, tout particulièrement pour les professionnels de l'école maternelle qui sont en prise directe avec les familles au quotidien. Au même titre qu'il est question d'un « parler professionnel » en direction des jeunes élèves, le « dialoguer professionnel » en direction des familles (de l'ensemble des familles...) constitue certainement un levier au service de la confiance réciproque.

Encore une fois, que ce soit pour les enseignants ou autres professionnels territoriaux de l'école maternelle soucieux du bien-être et du bien-devenir des enfants à l'école, au-delà des postures et attitudes vis-à-vis des familles, nombre de questions méritent d'être posées et partagées sur ce qui crée, ou non, la confiance avec les parents d'élèves.

Alors que les attentes des uns et des autres sont souvent différentes (mon enfant / nos élèves) malgré un objectif commun, l'accompagnement par la formation, par des analyses de pratiques et études de cas concrets, est devenu incontournable. La clarification des notions relatives au partenariat avec les familles mérite également d'être traitée en formation. « Ma demande aux familles s'inscrit-elle dans une démarche de coéducation, de collaboration, ou de coopération ? Est-elle lisible et concerne-t-elle toutes les familles ? Suffit-elle

à permettre la construction d'une confiance réciproque ? ».

Autant de questionnements qui nécessitent d'être partagés et accompagnés pour que l'objectif soit vraiment atteignable.

**par Thierry VASSE,**

Vice-président de l'ANDEV

DGA Education Enfance Jeunesse Ville d'Orvault (44)

# PÉDAGOGIE DIFFÉRENCIÉE :

## témoignage d'une école du Gard depuis les nouveaux programmes maternels

Interview de Claude Gourbin, Professeur des écoles, enseignante depuis 1987 et directrice à partir de 1998 dans une école maternelle publique à Laudun dans le Gard. Cette école scolarise une centaine d'enfants répartis sur 4 classes. Elle enseigne dans une classe de grande section. Sa démarche d'évolution personnelle et professionnelle a changé son regard sur son approche de l'éducation et ainsi de l'enseignement, le tout impactant sa pratique et ouvrant un espace d'expérimentations reposant sur les fondements d'une pédagogie inspirée de Maria Montessori. Elle observe dans sa classe, à l'image de Christelle Alvarez, des enfants plus sereins et plus disponibles pour s'ouvrir à de nombreux savoirs qui les épanouissent et favorisent la coopération.

### Pourquoi avez-vous souhaité changer de pédagogie ?

**C.G :** C'est la première fois depuis que j'enseigne que le programme scolaire émanant de mon ministère apporte une nouveauté:

L'importance du jeu et de la manipulation pour les maternels, et l'accent porté à l'estime de Soi.

J'avais ressenti le besoin d'un changement dans ma pratique professionnelle depuis un certain temps et la réforme sur les rythmes scolaires que je n'approuve pas dans sa mise en place m'a contrainte à revoir l'organisation de la semaine scolaire tant les enfants manifestent de la fatigue.

### Comment avez-vous mis en place cette nouvelle pédagogie ?

**C.G :** J'ai pris appui sur l'expérience de collègues qui ont innové et qui partagent leurs expériences sur le net. D'autres collègues de ma circonscription académique m'ont également motivée à travers leur propre pratique évolutive. Cette évolution repose sur les écrits de Maria Montessori qui nous inspirent et qui avait pour philosophie de proposer aux enfants et élèves un enseignement tourné vers le futur.

Ainsi, l'application de sa méthode, conformément à ses préconisations, doit aussi s'adapter aux enfants d'aujourd'hui : et les neurosciences viennent théoriser ce que l'intuition lui avait inspiré.

La mise en place de cette pédagogie se traduit pas un fonctionnement basé sur l'autonomie de

l'élève et repose beaucoup moins sur la mise en place d'ateliers. J'observe qu'avec cette méthode les enfants sont plus calmes et moi plus disponible pour ceux qui ont besoin d'un accompagnement plus soutenu.

### Comment l'inspectrice de secteur accueille-t-elle ce changement ?

**C.G :** Une de mes collègues dans la même démarche que la mienne a été inspectée et elle m'a dit que cela c'était bien passé. Elle a simplement attiré l'attention sur la nécessité de maintenir un accompagnement soutenu pour les élèves présentant des difficultés.

### Quels ont été les éléments facilitateurs ?

**C.G :** La réforme des programmes.

Depuis j'imagine et confectionne des jeux plus adaptés à cette méthode. Depuis plusieurs mois je défais et reconstruis des outils pédagogiques pour permettre aux élèves de se les approprier chacun à leur rythme et selon leur envie.

Ils explorent leur habilité manuelle grâce à l'utilisation de pipettes, de pinces etc ..., et ils adorent cela.

L'atout de cette méthode repose sur l'inventivité pour moi et pour eux.

### Quels sont les freins de la mise en place de cette pédagogie ?

**C.G :** Ce sont les moyens matériels. Comme je le disais, j'ai dû repenser l'aménagement de l'espace dans la classe et imaginer des jeux en autocorrection pour favoriser les apprentissages en autonomie et permettre à l'élève de se corriger lui-même : c'est cela qui permet l'estime de Soi. Certes, je dois rester vigilante quant à la tentation de certains de copier par facilité. Avec le temps, ils comprennent que cela ne sert à rien et que l'essentiel est d'apprendre par soi-même à son rythme.

L'autre frein est la non adhésion de l'équipe dans sa globalité à cette méthode. Une collègue sur 3 montre de la résistance au changement que j'attribue à ses peurs. Nous en avons discuté elle et moi et je l'ai rassuré quant au fait qu'elle même pouvait prendre le temps pour expérimenter à son rythme.

J'ai moi-même la crainte que les enfants soient désorientés et en manque de repère s'ils doivent

passer par des méthodes d'apprentissage différentes.

Le dernier frein ce sont les parents qui sont frieux à l'idée de classes mixtes accueillant petits et grands : car c'est aussi cela la nouvelle pédagogie basée sur la coopération entre les enfants pour l'acquisition des compétences.

Toutefois je leur reconnais leur confiance quant à la mise en place des jeux, l'accent mis sur l'autonomie et la place admise pour l'expression des émotions.

**Depuis la mise en place de cette pédagogie voilà un an et demi, qu'elle évaluation feriez-vous ?**

**C.G :** J'ai mesuré combien les enfants sont les objets de pressions sociales et sociétales. Un enfant de 5 ans lors de ce changement de méthode a manifesté une grande anxiété alors qu'il est diagnostiqué précoce.

Il pensait qu'il n'y arriverait pas. Après avoir discuté avec la maman, j'ai compris que la maman vivait aussi un stress face à ce changement. Aujourd'hui, grâce à mon écoute et ma communication envers lui et sa maman il va beaucoup mieux et réussi aussi bien qu'avant.

La communication avec les parents permettrait de prévenir et de gérer plus de 50% des tensions et conflits entre eux et nous.

A ce jour, sur 22 élèves de grandes sections 6 lisent déjà, et moi je me sens totalement épanouie et pétillante, notamment lors de la confection de mes jeux.

**Pour finir que pensez-vous des NAP ?**

**C.G :** Je trouve que cette réforme est inégalitaire. Les Communes ne disposent pas toutes des mêmes moyens pour la mise en place des activités périscolaires. Les enfants qui n'ont pas la possibilité d'être inscrits dans des clubs auraient pu bénéficier d'activités de qualité. Si c'est le cas sur certains territoires, d'autres font avec les moyens du bord. Par ailleurs, les locaux ne favorisent pas toujours une organisation sécurisée, et les élèves sont nombreux, si bien qu'ils ne peuvent pas choisir leur activité.

Interview du vendredi 29 avril 2016

**Par Caroline Guyet (Novembre 2015)**

**Coordinatrice ALSH**

**Pôle Enfance Jeunesse Loisirs**

**Communauté d'agglomération du Gard-Rhodanien**

# L'éducatif local

## Les usages politiques du temps libre des enfants

**Soutenance de thèse de Véronique Laforets, le 8 juin 2016 à Chambéry**

Depuis le début des années quatre-vingt, les dispositifs inscrits dans les politiques de la ville et de l'aménagement du temps de l'enfant, et plus récemment dans les lois de cohésion sociale et d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école, ont représenté de puissants leviers pour permettre l'émergence de projets éducatifs locaux pilotés par les communes. Ces projets s'élaborent dans un contexte institutionnel en perpétuel mouvement, enchevêtrent une multitude de préoccupations et présentent la caractéristique de se mettre en œuvre en dehors du temps scolaire.

Alors que leur dimension locale est fortement valorisée tant par l'État que par les communes, cette thèse considère « l'éducatif local » comme étant la configuration que ces projets éducatifs locaux forment dans leur ensemble. Elle titre des généralités et identifie des mouvements de fond pour comprendre et estimer l'impact de leur émergence sur l'action publique à vocation éducative qui se déploie sur le temps libre des enfants et des adolescents.

Elle est présentée en quatre parties. La première, intitulée « La fabrique de l'éducatif local : des mouvements de jeunesse aux projets éducatifs locaux » est composée de trois chapitres et s'intéresse à la sociogénéalogie de l'éducatif local, successivement considérée du point de vue des associations, de l'État et des communes. La seconde partie est titrée « Se rapprocher des acteurs. L'enquête et sa conduite ». Elle est composée d'un seul chapitre, présente l'épistémologie et les méthodologies de l'enquête. Celle-ci, réalisée à l'échelle nationale, mobilise un matériau comprenant des observations, une analyse documentaire, des entretiens, et un questionnaire renseigné par des professionnels du domaine.

La troisième partie, « L'éducatif local comme champ de luttes » s'intéresse à deux catégories d'intervenants : les élus et les professionnels qui font chacun l'objet d'un chapitre.

Enfin, une quatrième partie analyse « Les perspectives éducatives » en deux temps.

Le chapitre 7 explore la manière dont s'élaborent les projets éducatifs locaux ; il aborde les différents types de ressources mobilisées et le fonctionnement des réunions de partenaires.

Le chapitre 8 se centre sur la dimension strictement éducative de l'éducatif local. Il traite notamment des objectifs poursuivis par les projets locaux, la déclinaison de ces objectifs dans et hors des quartiers de la politique de la ville, et des publics concernés.

**Par Véronique Laforets**

[veronique.laforets@univ-savoie.fr](mailto:veronique.laforets@univ-savoie.fr)

## En quoi l'architecture peut-elle contribuer à prendre en compte l'évolution du projet éducatif ?



Ecole Abdelmalek-Sayad. Nanterre (92). Architecte : Nicolas Favet (09/2013)  
<http://www.nfa.fr/nanterre>

Il y a quelques années, l'auteur avait été « interviewé » à l'occasion de la création d'une nouvelle école dans sa commune. Il nous a paru possible et intéressant de reprendre ce texte ouvrant quelques pistes de réflexion ...

### Que signifie construire une école ?

La construction d'une école nous concerne tous, dans la mesure où cela oblige d'abord à se rappeler quel est le projet de la nation pour son système public d'éducation, puis à définir la place et le sens qu'on lui donne au présent et, finalement, à nommer la société qu'on veut (ré)inventer.

En 1833, la loi Guizot pose l'universalité de l'enseignement du premier degré mais aussi l'obligation pour toute commune de plus de 800 habitants d'entretenir une école primaire. Ce système de copilotage pérenne de l'enseignement public, entre l'Etat et les municipalités, est particulier à la France. Il sera réaffirmé au <sup>xx</sup>e siècle avec les lois de décentralisation, qui donneront encore plus de liberté (et de charges) aux communes, entre autres sur le plan architectural.

Parallèlement, le constat est fait que l'Etat seul ne peut arriver à réduire les inégalités sociales croissantes entre les territoires et les citoyens, et qu'une action de proximité doit compléter l'impulsion nationale : les maires se voient confier la gestion de la Politique de la ville et l'élaboration des Projets éducatifs locaux.

L'Association nationale des directeurs de l'éducation des villes (Andev) a été créée à la fin des années 1980 pour réfléchir au nouveau métier que le renforcement de ce pilotage à deux du système public d'enseignement induisait pour les cadres territoriaux qui en partageaient la charge, passés du statut de gestionnaires à celui d'acteurs.

Aux origines du projet national, fondant notre système d'enseignement public, il y avait l'ambition de former les élites dont l'Etat avait besoin, puis d'élever les enfants, depuis leur environnement social (essentiellement rural) jusqu'au plus haut possible des idéaux de la République. Ces marqueurs, comme les pédagogies qui leur sont associées, sont toujours en place aujourd'hui. Or, soumis à des tensions de plus en plus fortes, le système ne fonctionne pas bien. Il semble que notre école soit l'une des meilleures au monde pour les bons élèves, alors qu'elle échoue obstinément, et toujours davantage, pour ceux qui en auraient le plus besoin. Malgré discours et intentions, la mécanique inégalitaire est indiscutablement à l'œuvre de nos jours.

### Alors, construire une école, mais quelle école ?

Avant toute chose, il faut refonder et reformuler le projet. En France, l'école est un lieu à l'écart, un sanctuaire, en même temps qu'elle constitue un objet de préoccupation quotidien pour chacun. On n'arrive pas à sortir de la classe, en tant que « forme », même si elle ne correspond plus ni à l'efficacité pédagogique recherchée, ni aux nécessités collectives de construction des savoirs... Sans compter que cette forme n'a jamais permis la réparation sociale de ceux qui sont stigmatisés et cantonnés à la non-réussite.

Loin de la puissante normalisation opérée par les équipements classiques, il faudrait pourtant faire en sorte qu'aujourd'hui l'école puisse accueillir tous les modes d'accès aux éléments de connaissance actuels et de confrontation aux savoirs, toutes les démarches pédagogiques et leurs détours, nécessaires pour aller vers la réussite de tous au sein des groupes, tous les types d'interaction avec les contextes et les environnements, toutes les formes adaptées de réconciliation avec les familles ...



L'instituteur tout seul devant (face à) sa classe ne peut pas réussir sa mission. Il doit penser collectivement, travailler en groupe, de façon diverse, dans la spécificité et dans la durée d'une journée de l'enfant. Ses choix pédagogiques intégreront l'enfant et son environnement, leviers de partage et de progrès. Introduire le pluriel dans le travail d'enseignement, additionner les compétences (sans les confondre) et les forces, y compris celles des parents et celles des jeunes eux-mêmes, sont aujourd'hui, comme depuis bien longtemps, indispensables.

Si on n'a pas le courage de mettre en place une forme de travail différente, c'est la société elle-même qui fera bientôt un sort à notre système éducatif public.

### Comment prendre en compte l'évolution du projet éducatif ?

Commençons déjà par remplacer un mot : il faudrait que l'école ne soit plus *obligatoire* (sinon pour la puissance publique) mais qu'elle devienne un *droit* (pour tous les citoyens). Cela changerait tout. Aujourd'hui le système établit un rapport de force, une compétition bornée, impitoyable et faussée, imposant des catégories hiérarchisées entre les êtres. Or une société féodale n'a pas d'avenir dans l'histoire de l'humanité. Il n'y a pas de destin personnel épanoui sans destin collectif réussi. L'école doit par conséquent fonctionner de façon plurielle, multipolaire, contextualisée. C'est un équipement qui doit être à la juste mesure de ce qui l'entoure et de la population qu'il accueille.

Les générations qu'il faut former aujourd'hui auront de lourds challenges à relever ; par exemple, celui de gérer la finitude, la consommation et le rééquilibrage des ressources entre les pays, à l'échelle de la planète, que ce soit à travers la question de l'eau ou des impacts du réchauffement climatique. Il faut donc donner aux enfants une compréhension des rapports Nord/Sud, de la population planétaire, de ses conditions d'existence et d'échanges. Autre exemple, ils auront aussi à intégrer le passage d'une société à trois générations vers un modèle à quatre générations, avec les problèmes éthiques, sociaux et économiques que cela entraîne, et qu'il faudra résoudre.

### En quoi l'architecture peut-elle contribuer à cette nécessaire évolution ?

Au-delà des salles de cours et d'apprentissage par le « faire », l'architecture doit proposer des salles de travail plus individuel pour les élèves et pour les maîtres, des espaces de détente aussi (pour rêver, méditer), des lieux plus vastes et collectifs pour l'observation (la projection) et le débat, des possibili-

tés d'exposition, d'expression artistique, des médiathèques conçues pour être une ressource disponible, opérationnelle, permanente et ouverte à tous...

La réflexion des communes sur le projet éducatif local doit porter sur les freins et les leviers qui nous permettent d'agir ensemble, chacun avec sa responsabilité et sa légitimité. Cette réflexion devrait être au point de départ du projet architectural. Or, quand il s'agit de construire un groupe scolaire, on trouve en général des données quantitatives, mais pas l'idée que l'école ne convient plus pour le projet éducatif qu'on veut mettre en place.

Sous d'autres cieux, chez nos voisins de l'Europe du Nord, par exemple, l'école ne se réduit pas à la classe. Elle offre différents lieux, de discussion, de repos, de rencontre avec les parents, d'apprentissage, de lecture, etc. Ou bien, l'école est ouverte sur la ville avec des espaces partagés : la bibliothèque ou les ateliers sont accessibles aux habitants du quartier. Même si le modèle « une classe-un instit » reste une contrainte incontournable en France, on peut cependant introduire quelques leviers de changement, permettant l'engagement raisonné vers des évolutions nécessaires.

On peut de même réfléchir au devenir des cours de récréation, qui consomment (et préservent ?) tant de ces précieux espaces urbains : si on s'en servait aussi pour autre chose ? Sous d'autres cieux encore, des cours deviennent espaces publics le soir et le weekend (stationnement propre, mais aussi squares) ou, à l'inverse, ce sont des rues qui sont investies par les enfants au moment des récréations. Plus on fera entrer la vie dans l'école, avec des éléments de contextualisation porteurs et innovants, plus on réussira à la faire évoluer.

### Justement, quels éléments de réponse l'école Abdelmalek-Sayad apporte-t-elle dans ce sens ? Comment s'inscrit-elle dans la ville ?

Les acteurs de ce projet à Nanterre, élus, architecte, enseignants et services municipaux, se sont inspirés de quelques-unes de ces réflexions. Ainsi, quelques réponses, en termes de programmation comme de conception de l'espace ont pu être imaginées, débattues, réalisées. Le programme conçu par les équipes de la ville met en avant la notion innovante de mutualisation des espaces scolaires et périscolaires ; les salles d'activités sont partagées avec le centre de loisirs. La conception spatiale met ainsi en œuvre le décroisement de certaines fonctions. La salle plurivalente est ouverte aux associations le soir et le weekend (elle tient aussi lieu de bureau de vote) et pour la rejoindre, les habitants du quartier sont amenés à parcourir le bâtiment dans toute sa longueur, une manière de se l'approprier.

Un autre levier de changement a été de construire le cahier des charges à partir de l'enfant et non plus du maître, en imaginant son cheminement physique dans le bâtiment : le centre de loisirs devient le premier espace en entrant dans l'école, contrairement à ce qui se passe dans l'architecture classique, car c'est là que l'enfant arrive le matin dès 7 heures et demie, et là qu'il finit la journée après la classe. Dans l'école Abdelmalek-Sayad, la conception tient compte aussi du point de vue de tous les autres utilisateurs, enseignants, animateurs, personnels d'entretien : les points de vue n'entrent pas en rivalité, tous sont considérés ; l'architecture doit répondre à tous les besoins.

Sur un autre plan, concevoir un équipement qui produit plus d'énergie qu'il n'en consomme et rendre cette démarche lisible (mesurable, améliorable...) et attractive constituent une opportunité d'apprendre, de comprendre et d'agir pour tous les usagers de cet espace éducatif.

Dans une ville, l'enseignement du premier degré est le premier budget. A Nanterre, ce sont plus de 10 000 enfants qui entrent chaque matin en classe, 8 000 qui mangent au restaurant scolaire, des milliers encore qui restent en activité, le soir après l'école. La ville a connu ces dernières décennies des mutations énormes ; en même temps que sa population augmentait, elle s'est métamorphosée, recomposée, après la désindustrialisation et la création de nouveaux sites d'emplois. Mais l'idée qui a été préservée, avec la construction de nouvelles écoles, est que les enfants doivent pouvoir s'y rendre à pied, sans danger (par exemple sans avoir à traverser de grandes voies de circulation). C'est l'affirmation d'une volonté politique : mettre l'école au cœur de la cité.

C'est le cas du groupe scolaire Abdelmalek-Sayad : une fois l'usine fermée, le terrain dépollué, on met l'école au milieu et, autour, on bâtit des logements.

Construire un groupe scolaire et un centre de loisirs associé, avec un accès facilité, ouvert et accueillant pour les familles, au cœur d'un quartier neuf constitué d'une mixité de logements – du social le plus aidé à l'accession en propriété de lofts – tout cela met sur les rails une chance réelle de vivre et de grandir ensemble.

Élever une école sur le site d'une ancienne usine dont on a gardé les sheds si typiques est un symbole fort et utile pour inscrire la fabrique des savoirs à la fois dans son temps et dans la continuité.

### Quels sont les éléments qui contribuent en particulier à ancrer l'école dans son contexte ?

L'architecture de l'école Abdelmalek-Sayad apporte différentes propositions innovantes. Elle cherche par exemple à établir le lien entre l'école et la ville avec la création d'une rue intérieure, qui fonctionne comme une piazza. Outre sa fonction de distribution des flux, celle-ci est un lieu convivial de rencontres et d'activités au sein de l'école, et joue un rôle d'interface avec le monde extérieur. Cet « espace en plus » de 300 m<sup>2</sup>, qui n'était pas programmé, est le fruit de la réflexion de l'architecte, sans doute issue de son expérience finlandaise des grands volumes intérieurs polyvalents.

Un autre choix important est illustré par la façade du groupe scolaire Abdelmalek-Sayad. En bois, monumentale, cette façade est très réussie ; elle marque tout à la fois l'enjeu (l'importance accordée à l'éducation), la transparence (l'idée de service public, pour tous) et le côté paisible et accueillant voulu par les promoteurs de l'ensemble architectural (les parents, mais aussi les passants sont invités à ne pas rester sur le « trottoir de l'école »). 1

La devise républicaine qu'on y a inscrite, dans une quarantaine de langues différentes, constitue également un signe fort d'ancrage dans son contexte. Elle témoigne, au-delà de sa symbolique strictement républicaine, de cette volonté d'ouverture à la société contemporaine multiculturelle, plurielle.

Le nom choisi pour cette école est un autre élément emblématique. Abdelmalek Sayad est d'abord un scientifique, qui réfléchit à partir de données qu'il interprète et, à ce titre, il était très légitime de donner son nom à un lieu d'enseignement et d'éducation. Ensuite, son combat a consisté à habiter certaines populations à faire partie intégrante de notre pays, il a contribué à les qualifier dans l'espace public. Ce choix très fort, surtout dans le contexte actuel de stigmatisation de l'immigration, est un objet de fierté pour les élus et les habitants.

### Diriez-vous que ce bâtiment est exemplaire ?

Certainement, et il satisfait les professionnels aussi. Écoutons Thierry Faivre, responsable du patrimoine au Service de l'enseignement de la Ville de Nanterre : « L'école Abdelmalek Sayad est pour nous une réussite. Les problèmes majeurs ayant tous été levés en amont, grâce à la méthode de travail très à l'écoute de l'architecte, nous n'avons connu depuis l'ouverture aucun dysfonctionnement. La qualité de cette école est avant tout sa lisibilité ; compréhensible pour les usagers, lumineuse, elle dégage une ambiance au sens fort du terme. ».

1 Voir Jean-Louis Auduc, Parents, Ne restez pas sur le trottoir de l'école, Nathan, 2004.

Pour une ville comme Nanterre, le projet éducatif pourrait se résumer à cette formule du pédo-psychiatre Frédéric Jésus :

*« Réussir à la fois à protéger et à émanciper les enfants consiste, à tous les âges, à leur tenir la main en même temps qu'à la leur lâcher. »*

Les sociétés se doivent de porter de grands efforts à la culture, à l'éducation et à l'enseignement. Non seulement pour le bien de leurs enfants, mais aussi pour elles-mêmes. Une société qui néglige ses enfants se néglige elle-même. Inscrire ses choix et son action, inscrire notre jeunesse dans la continuité et la durée sont des conditions incontournables de l'estime de soi qui nous fait tant défaut aujourd'hui, où l'on privilégie une immédiateté aveugle ...

Alors, oui, l'école Abdelmalek-Sayad est, à sa mesure, un bâtiment exemplaire, fruit d'un engagement éthique global et partagé, où l'architecture se fait support du projet éducatif.

**Par Alain Bocquet**

Acteur et directeur des services éducatifs de la Ville de Nanterre de 1970 à 2012, membre fondateur et membre du Conseil d'Administration de l'ANDEV

# ADAPTER SON PATRIMOINE SCOLAIRE au service du Projet Educatif de Territoire

Le CNFPT a organisé une formation à l'INSET de Nancy intitulé « Adapter son patrimoine scolaire au service du PEDT » les 9 et 10 juin derniers dans le cadre du Réseau des Ecoles de Services Publics.

Ce réseau permet la mise en place de formations communes entre les différentes fonctions publiques. Ainsi, des cadres territoriaux ont-ils pu rencontrer et échanger avec des cadres de l'Éducation Nationale durant ces deux journées.

Animée par Maurice MAZALTO, ancien enseignant et ingénieur et Nicole DELVOLVE, ergonome, cette formation a permis de réfléchir au rôle de l'espace scolaire dans le bien-être des élèves.

Le point de démarrage est de définir le rôle même de l'école, à la fois transmetteur de savoir mais aussi et surtout, lieu de socialisation des usagers. Ces deux missions sont interactives et ont des relations entre elles : la réussite éducative est favorisée par le bien-être des utilisateurs. Les besoins fondamentaux d'un jeune pour un développement harmonieux doivent se retrouver dans l'espace scolaire : besoins d'outils, besoins de sens, besoins affectifs et besoins biologiques.

L'espace scolaire n'est jamais neutre. Il matérialise des conceptions éducatives des différents intervenants qui l'ont conçu ou qui l'exploitent : collectivité territoriale, architecte, enseignants. Il est donc nécessaire d'apprendre à lire l'espace scolaire pour comprendre les concepts éducatifs choisis.

## Quelles sont les fonctions de l'espace scolaire à prendre en compte ?

L'accueil du groupe et de la personne : la réalisation d'un parvis est importante. Ce sas permet la transition entre l'espace public et l'espace scolaire. Il est un lieu d'attente, qui doit permettre à tous de se sentir en sécurité. Il marque la première approche de l'établissement. Les clôtures ne sont pas à négliger : outre leur fonction essentielle de sécurité, elles marquent symboliquement la frontière du territoire scolaire. Végétalisées, elles peuvent être un élément prégnant de bien-être à l'école. Enfin, le hall doit permettre d'accueillir les usagers dans un espace dédié avec une signalétique efficace (à prévoir en amont dans le cahier des charges).

Les espaces communs sont des espaces utilisés par le plus grand nombre : cours de récréation, espaces de pause, de détente... Pour qu'ils soient conçus comme tels, le questionnement des utilisateurs est essentiel. Dans la cour d'école, la notion de territoire permet de différencier les espaces d'activité : territoires pour les activités calmes (marques en peinture, sols de confort, aires de jeux...), jardins (espace adapté aux échanges, ouvert et disponible), activités plus toniques (structures pour grimper, glisser, marcher etc.), activités en relation avec la nature (bacs potagers, mare pédagogique, hôtel à insectes...), activités numériques (prévoir des espaces particuliers où il est possible d'être seul ou à deux).

Il est important de supprimer les espaces générateurs de bousculades et d'agressivité en prévoyant des circulations avec des espaces de respiration. De même, l'espace restauration est un moment essentiel de relation sociale : le self en élémentaire permet de développer l'autonomie de l'enfant, d'assurer des rotations dans les convives. Enfin, il est à noter l'importance de la conception des sanitaires, éléments souvent négligés et pourtant clefs d'un bon développement de l'enfant.

Cette formation a été ponctuée par une intervention d'architecte qui a présenté des réalisations d'écoles récentes et innovantes. Un éclairage international a aussi été apporté avec des exemples de réalisations à l'étranger, en Suisse et au Mexique. Une matinée animée sous la forme de théâtre forum a permis de faire ressortir les situations conflictuelles au sein des établissements et d'y apporter des esquisses de solution.

Véritable boîte à idées dans laquelle chacun pouvait piocher ce qui l'intéressait, cette formation méritera un développement sur trois journées à l'avenir.

**Par Sylvain BENAÏN**  
Responsable du Pôle Ressources Scolaires  
Ville de Tours

# NUMÉRIQUE ET DIPLÔMES JEUNESSE ET SPORTS

## **Participation de l'ANDEV à la réunion du COPIL « environnements numériques » du Ministère Jeunesse et Sports le 20 Mai 2016.**

**Présents :** ANDEV, A.R.S.E.N.I.C, CPNEF animation, CNAJEP, CRESP de Toulouse, DRDJS PACA, Coordonnateur TIC CREPS, Ministère DJEPVA, représentant F.O., SNAESCO Centres Sociaux

**Excusés :** AMF, CNFPT, DDCSPP du Cher et préfiguration du pôle ressources « réseaux numériques »

Le contexte de ce groupe de travail est redonné par le directeur adjoint de la Direction de l'emploi et des formations du Ministère Jeunesse et Sports qui ouvre la séance. Alors que la direction étudiait le reformatage des diplômes niveau IV en conduisant un travail sur tous les BP, deux thématiques ont émergé sur la professionnalisation des métiers :

- Ne pas faire baisser la qualité éducative au prix des ratios d'encadrants
- Revoir les enjeux du numérique et leur traversée dans tous les diplômes. A alors été retenue la reprise de certification avec vérification de la capacité à mobiliser les usages numériques liés à la citoyenneté.

**La question de cette séance est : garde-t-on un BP TIC, l'abroge-t-on ou le fait-on évoluer ? Et si est décidé de le faire évoluer, vers quelle évolution ?**

Les statistiques comparées du BP TIC sur 12 ans montrent qu'on est passé de 146 professionnels formés à moins de 20 cette année. Et l'annonce de services civiques numériques (100 sur le département des Bouches-du-Rhône à la rentrée) présage de l'obsolescence de cette formation.

Le BP ne semble plus le diplôme adapté à la responsabilisation des structures numériques. Le souhait d'évolution vers un niveau III fait consensus avec l'interrogation néanmoins des débouchés sur l'emploi notamment par la DRDJS PACA et le représentant F.O. Ce dernier rappelle une négociation pour un statut de la fonction publique, semblée actée avec le soutien de la CDC et qui n'a pas aboutie.

Du point de vue de l'employabilité, l'ANDEV donne le constat que si la refondation de l'école et la réglementation des ALP a été un levier de professionnalisation dans la réorganisation due aux NAP - nombre de collectivités ont établi pour leurs équipes un plan de formation notamment BPJEPS voire ont été amené à en recruter – la spécialité « environnements numériques » n'a guère été recherchée. Peu de communes peuvent recruter un spécialiste. La polyvalence et donc les diplômes généralistes sont prisés. Par ailleurs, la spécialisation a tendance à sectoriser les missions et paradoxalement freiner la diffusion des savoirs et des bonnes pratiques (parce qu'elles peuvent devenir un enjeu de pouvoirs) alors même que chaque professionnel, comme tout citoyen, doit devenir un usager responsable des nouveaux outils.

L'ANDEV émet donc l'avis, qu'à l'instar de l'éducation nationale qui intègre cet outil dans tous ses domaines pour l'entrée de l'école dans l'ère du numérique, les diplômes JS intègrent transversalement cet outil dans tous leurs diplômes. Et ce d'autant que les communes ne peuvent être prises au piège de diplômes qui deviennent des réglementations et nécessitent des plans de formation coûteux qu'elles ne peuvent assumer.

Le CNAJEP rappelle sa proposition depuis le départ de ce groupe d'échanges : mettre en place une formation numérique dans tous les BP et étudier un niveau D.E.

Le CREPS de Toulouse, en accord avec cette proposition, repère une fracture numérique entre deux mondes de l'animation. Il s'interroge sur les bornes des contenus de la formation numérique devant traverser tous les diplômes, au regard du programme déjà conséquent des 600 heures de formation des BP. Elles feront l'attention d'un des prochains groupes de travail.



Sur le DE, une position s'affirme sur le fait qu'il ne s'agirait pas de le spécialiser (l'histoire démontre que l'expertise devient vite obsolète), Ce groupe de travail aura à voir en quoi l'outil numérique réinterroge tout l'ensemble de la formation.

Il semble essentiel alors d'aller voir les autres diplômes de niveau III (Ministères, GRETA de Valence, AFPA sur médiateur numérique...).

ARSENIC informe que le terme de médiateur numérique est celui qui a reçu le plus large consensus pour nommer le métier, à l'égal de l'image du médiateur culturel. Son représentant fait remarquer que depuis 2011 – année qui marque la fin des dispositifs EPN - après la période 1999-2011 qui cherchait implicitement des réponses aux demandes de réduction de fracture numérique, l'animation multi-médias, a évolué vers l'accompagnement aux usages.

### Conclusions

Abrogation du BP TIC avec vigilance sur cohortes en cours

Elaboration d'une circulaire donnant le sens des compétences numériques à apporter aux différents diplômes, assortie d'un livret

Travailler les équivalences avec les autres ministères

**Par Janine BOUVAT,**  
Vice-Présidente de l'ANDEV

# CADRES DES DIRECTIONS ÉDUCATIVES ET RÉFORME TERRITORIALE

Dans un précédent article publié dans la Communale n° 54, intitulé « Direction de l'Éducation et Réformes Territoriales », j'avais tenté de mettre en perspective historique les réformes institutionnelles, car elles contribuent à leur manière à l'évolution du rôle des Directions de l'Éducation des Collectivités Territoriales, et plus particulièrement des Communes.

Les Réformes récentes, qu'il s'agisse de la Loi de Refondation de l'École, de la loi MAPTAM ou du Pacte de Stabilité, ont pour conséquence de placer l'ensemble des organisations dans des situations de mise en tension et d'interrogation des organisations, pour des raisons d'ordre multiples : rôle renforcé de la Commune (périscolaire, PEDT, mise en place des parcours du socle nécessitant un recours renforcé aux ressources locales comme pour l'EAC), ajustement financier structurel inédit depuis les Lois Cadres de la Décentralisation (1982-83) des budgets des collectivités locales, sans oublier la modification du paysage institutionnel marqué à la fois par un recul des moyens et du rôle des services de l'État, et par la montée continue d'une supra communalité technocratique.

Nous traiterons cette question sous l'angle de deux volets :

- celui de l'organisation ;
- celui des métiers de l'encadrement.

## Hétérogénéité et tendances fortes en matière d'organisation des Directions de l'Éducation

Au préalable, un constat s'impose : celui de l'hétérogénéité des situations, en matière d'organisation<sup>1</sup>.

Il convient en effet de parler de Directions éducatives au pluriel, car dans une Commune, et plus largement une collectivité territoriale, quelle qu'elle soit, il est extrêmement rare qu'une seule Direction couvre l'ensemble des temps éducatifs, et encore moins qu'elle recouvre l'ensemble des âges.

Petite enfance, enfance, et jeunesse (pas au sens de l'État qui définit sa politique jeunesse de 3 à 30 ans, mais le plus souvent au sens 12-25, parfois 30 ans) relèvent de directions souvent séparées, chacune rattachée le cas échéant à des Directions Générales Adjointes différentes.

Plus encore, il n'était pas rare il y a encore peu de temps, de constater dans de nombreuses communes, à l'heure de la mise en œuvre des PEDT, en pleine affirmation de la continuité éducative, des « séparations », pour ne pas dire des cloisonnements organisationnels entre accompagnement du fonctionnement des écoles primaires, gestion du périscolaire, et de l'extrascolaire, sans oublier la gestion de la pause méridienne traitée séparément de la production des repas.

Depuis la Réforme des Rythmes Scolaires, on constate des évolutions multiples dans les organisations, en lien notamment avec des réflexions concernant le mode de gestion du périscolaire : gestion en régie ou déléguée des ALSH, idem pour la production des repas et le service à table.

Historiquement, les organisations se sont construites autour des métiers :

- direction enfance autour des animateurs ;
- direction de la restauration autour des métiers de la cuisine centrale ;
- direction de l'enseignement (ou affaires scolaires), autour de la relation avec les équipes enseignantes et de la gestion des ATSEM.

Lorsque l'entretien ménager continue d'être assuré en régie par la Commune, il arrive encore que les agents des écoles soient affiliés à la direction en charge de l'entretien ménager.

Les Directions de l'Éducation sont dans de nombreux cas, les héritières des anciens services de l'enseignement ou des affaires scolaires (pour ne nommer que ces deux appellations), c'est-à-dire des services qui s'occupaient de l'accompagnement de l'enseignement primaire (à l'époque, crédits de fonctionnement, et entretien des écoles, voire cantine scolaire), et souvent des actions portées par les enseignants pour le compte de la ville sur le temps périscolaire (surveillance pause méridienne, études surveillées, clubs coups de pouce...).

<sup>1</sup> En fonction de la taille de la commune, mais aussi en fonction des choix d'une collectivité, le mot « Direction » peut lui-même recouvrir des acceptions très variables d'une collectivité à une autre. Par convention, nous conviendrons que la Direction est l'entité rattachée directement à la Direction Générale.

Les besoins accrus en gardes périscolaires liés en partie à la montée continue de l'activité professionnelle chez les femmes depuis les années 70, les modifications successives des rythmes scolaires, le travail « idéologique » des mouvements pédagogiques de l'éducation nouvelle et de l'éducation populaire, sans oublier la professionnalisation de l'animation éducative, ont progressivement positionné la pause méridienne et les activités péri et extrascolaires au premier rang des préoccupations des politiques éducatives Municipales.

Aussi, quand subsiste encore au sein d'une même collectivité, un portage par deux directions distinctes, de l'accompagnement du temps scolaire et de la gestion du temps périscolaire, cette coupure a tendance à être réinterrogée.

Les volontés de simplifications administratives dans la relation à l'usager, couplées à la recherche d'optimisation des coûts de gestion, ont par ailleurs, souvent abouti à la mise en place de guichets uniques, couplant inscriptions scolaires et périscolaires (et parfois extrascolaires), voire d'un portail famille sur internet.

Par-delà les situations très diverses, même lorsque les agents municipaux intervenant dans le champ éducatif, et/ou les acteurs à qui sont délégués certaines missions (animations péri et extrascolaire ou restauration), sont répartis sur plusieurs Directions, un travail a été conduit, soit pour installer une coordination du Projet Éducatif (PEL ou PEDT), soit pour désigner un « ensemble » en Direction Générale.

La recherche de « sens » de l'intervention Municipale est privilégiée, car les Communes sont de plus en plus soucieuses de rendre lisible et cohérente leur intervention.

Par ailleurs, à l'heure du Pacte de Stabilité, et de la « digestion » budgétaire de la Réforme des Rythmes Scolaires, l'optimisation des coûts, et l'efficacité de l'action publique, est recherchée.

L'ensemble des caractéristiques évoquées, les mutations en cours, ont indéniablement des incidences sur le contour, et les profils des métiers de l'encadrement des Directions de l'Éducation.

### Les principales caractéristiques des cadres de Direction de l'Éducation

Parmi les profils qui ont émergé ces vingt dernières années, on retrouve beaucoup de cadres qui ont fait leurs armes dans l'animation, et se sont formés au

contact des mouvements d'éducation populaire. Cela a sans doute été de pair avec l'émergence de la filière « animation » dans la Fonction Publique Territoriale, ainsi que la mise en place de l'option « animation » pour le concours d'attaché territorial.. Un autre profil est celui du fonctionnaire de l'Éducation Nationale, souvent par le biais d'un détachement au départ, puis par intégration statutaire : ancien enseignant, ancien IEN. Là encore, ces profils correspondent au fait que les Directions éducatives au sein des collectivités locales, se sont d'abord construites autour des métiers : enseignants et animateurs (plus particulièrement depuis les deux dernières décennies). Dans tous les cas, ces profils illustrent l'attractivité croissante des postes de cadres éducatifs en collectivité locale.

De fait, ces histoires sont relativement récentes à l'échelle des collectivités, pour ce qui concerne le périscolaire et l'extrascolaire, puisque beaucoup de communes avaient construit des opérateurs associatifs para-municipaux. C'est à compter de la fin des années 90 (la création de la filière territoriale de l'animation date de 1997), qu'elles ont fait le choix soit de municipaliser ces « outils », soit de maintenir une délégation avec des acteurs associatifs qui se sont professionnalisés, structurés comme de véritables opérateurs, et sont devenus autonomes par rapport à la Commune.

De la même manière, parmi les cadres de restauration scolaire, il n'est pas rare de croiser des personnes issues des grands opérateurs de la restauration collective, voire des chaînes hôtelières.

Cette arrivée est allée de pair avec la réalisation des cuisines centrales et le passage à la liaison froide, qui n'étaient pas, loin s'en faut des processus maîtrisés et des compétences développées au sein de la fonction publique territoriale.

La croissance des budgets, la complexification des normes et réglementations, la reconnaissance croissante par les services déconcentrés de l'Éducation Nationale de l'exercice d'une compétence partagée avec la Commune, ainsi que la professionnalisation de tous les métiers territoriaux de l'éducation (ATSEM, animateurs, agents d'entretien et/ou de restauration...), ont renforcé le rôle des Directeurs-rices de l'Éducation d'une part, et diversifié les équipes d'encadrement d'autre part.

Ainsi, les démarches de contrôle de gestion, celles relatives à la qualité, sans oublier les fonctions d'ingénierie de projet, voire celles liées à la gestion patrimoniale, ou plus récemment au développement du numérique, se sont dévelop-

pées au sein même desdites Directions durant la dernière décennie.

Cela renforce la complexité de l'environnement déjà structurellement compliqué dans lequel évoluent les cadres des directions de l'éducation, qui régulent un système d'acteurs complexes (enseignants, agents territoriaux et parents), et agissent en interaction avec de nombreuses autres directions dans la Collectivité, ainsi que de multiples Élus (adjoints thématiques et de quartier, élus aux Conseils d'école).

Les cadres de ces directions doivent dans ce contexte savoir manier tous les instruments du pilotage d'une politique publique locale : diagnostic, audit, évaluation, préconisations, ces missions étant conduites en internes, ou en ayant recours à des cabinets de conseil et/ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, ou encore en travaillant avec des acteurs universitaires.

Ces différents traits font du Directeur ou de la Directrice de l'Éducation, un cadre de direction stratégique et influent au sein de sa collectivité.

Le poids de la masse salariale des agents des écoles (voire des animateurs périscolaires quand cette activité est en régie), la nécessité de maîtriser des aspects statutaires et des filières multiples (médico-sociale, administrative, technique, animation), les forts enjeux managériaux et financiers liés à l'usure professionnelle, ou encore la complexité de l'articulation lien hiérarchique-autorité fonctionnelle (en particulier pour les ATSEM), positionnent le-la Directeur-ric(e) de l'Éducation en nouvel expert des RH, dans des domaines traditionnellement peu maîtrisés par les DRH.

De fait, à l'heure du PEDT et de la contraction des finances publiques, la fonction d'ensemblier de la politique éducative Municipale prend résolument le dessus sur la capacité à « bien gérer » les activités éducatives ou à être l'expert administratif des compétences obligatoires de la Commune.

À l'heure de choix importants en matière d'évolution des effectifs des agents communaux, les risques de tensions sociales dans des métiers à fort taux de syndicalisation (agents des écoles, animation) viennent compléter le tableau, avec une nécessaire appétence pour la négociation et le dialogue social.

### Quelles perspectives ?

Les différents points évoqués précédemment, ouvrent plusieurs perspectives :

- **les postes de Direction de l'Éducation deviennent de plus en plus attractifs**, et s'ouvrent à de nouveaux profils, compte tenu d'une part de l'attractivité de ces fonctions, avec l'Éducation positionnée comme priorité du programme, et d'autre part, compte tenu des tensions nouvelles sur le « marché » de l'emploi des cadres dirigeants des Collectivités territoriales (effets combinés du pacte de stabilité, et de la loi MAPTAM).

C'est ainsi qu'on observe l'arrivée d'administrateurs territoriaux dans les collectivités ayant la possibilité de recourir à ce cadre d'emploi, soit sur le poste de Directeur, soit sur celui de DGAS supervisant les services ou Directions éducatifs.

- **les Directeurs-rices de l'Éducation ont des perspectives de carrière évolutives** : l'image du cadre de Direction de l'Éducation demeurant toute sa vie professionnelle au service de l'éducation tend à s'estomper.

En effet, les réalités managériales (direction des plus gros effectifs des services communaux depuis le transfert à l'intercommunalité des services gérant l'espace public), ainsi que le système complexe d'acteurs que les cadres ont à gérer, intéressent les DGS pour relever certains de leurs défis.

Cela ouvre donc des perspectives de carrière diverses, en Direction Générale, voire dans les fonctions support, et notamment en Ressources Humaines.

### ... Des passerelles vers l'Éducation Nationale ?

Enfin, on pourra aussi s'interroger à savoir dans quelle mesure, des postes d'encadrement s'ouvriront aux cadres territoriaux, au sein de l'Éducation Nationale : postes de direction administrative, mais aussi pourquoi pas d'Inspection ?

L'ANDEV aura un rôle essentiel dans le cadre de son projet associatif, pour accompagner ces évolutions et s'enrichir de ces mutations.

**Nicolas AURY,**  
ex-Directeur de l'Éducation de Nantes  
DGS du SIRESCO<sup>2</sup>

2. Le SIRESCO (Syndicat Intercommunal de Restauration Collective) regroupant près de 20 communes réparties sur 4 départements de la région parisienne, produit chaque jour environ 40 000 repas principalement à destination des écoles primaires.

# L'ANDEV, AGRÉÉE PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

## Arrêté du 15-6-2016 (NOR : MENE1600398A) : décryptage

Cela n'aura sans doute pas échappé à l'œil vigilant des professionnels que vous êtes, le BOEN du 23 juin dernier annonçait officiellement l'obtention pour notre association de l'agrément du ministère de l'éducation nationale pour 5 ans en ces termes :

### Partenariat

Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à l'Association nationale des directeurs et responsables des services de l'éducation des villes (Andev) arrêté du 15-6-2016 (NOR : MENE1600398A).

Habemus agreementum... certes, et de ce fait nous rejoignons nombre de nos partenaires et compagnons de route (la ligue de l'enseignement, les Francas, le GFEN, l'AFL...) dans le club des associations éducatives complémentaires de l'éducation nationale. Mais finalement à quoi cela peut-il bien nous servir et/ou nous engager vous demandez-vous... ?

Tout d'abord à nous donner de la visibilité.

Lecteurs de La Communale, nous sommes tous conscients du rôle essentiel que les collectivités jouent au quotidien dans les politiques éducatives. Et nous sommes également tous conscients de la méconnaissance de ce rôle par le grand public... et parfois même par les instances de l'éducation nationale. Ce « label » nous permettra d'être immédiatement identifiés comme des partenaires officiels par les acteurs de l'éducation.

Ensuite cet agrément marque la reconnaissance de notre singularité. Contrairement à la plupart des associations agréées, l'ANDEV n'intervient pas en classe, auprès des enfants. C'est au titre de « la contribution au développement de la recherche pédagogique, de la formation des équipes pédagogiques et des autres membres de la communauté éducative », que nous avons été agréés. Le ministère sollicite l'association sur tous les débats nationaux, depuis de nombreuses années déjà, pour son expertise en matière de politiques éducatives.

Enfin à l'heure où les collectivités doivent faire des choix dans un cadre budgétaire contraint, cet agrément renforce la crédibilité de l'association aux yeux de nos élus mais aussi de nos partenaires financiers.

Dans cette même logique, et pour prendre en compte l'évolution de nos métiers qui comprennent aujourd'hui bien souvent les autres temps éducatifs de la journée de l'enfant, l'ANDEV sollicite un agrément jeunesse et éducation populaire. Celui-ci nous semble nécessaire pour marquer notre volonté d'œuvrer pour la continuité éducative et pour des politiques éducatives globales.

**Par Laure-Hélène Barsacq,**  
Secrétaire nationale de l'ANDEV  
chargée des financements

Directrice du Pôle éducation,  
vie citoyenne et Solidarités à la ville de Buc (78)



# COMPTE-RENDU

## de la journée du 4 mars 2016 à Nîmes, au Mas Boulbon

### Présents : 14 villes/28 personnes

Bouvat Janine La Ciotat, Guyet Caroline communauté d'Agglo Haut Gard Rhodanien ; De Valette Patricia Avignon, Ballatore Sophie Vitrolles, Guilhot Pascal Marignane, Ricard Laure Ales Communauté d'agglo, Amrane Linda Communauté Ales d'agglo, Isenbrandt Doriane Martigues, Vidal Estelle Martigues, Laurent Valérie Gardanne, Knapnougel Blaise Mauguio, Palamara Laurence Sete, Coulet Annie Sete, Portet Salomon Marie Christine Perpignan, Dossantos Maria Nîmes, Bourget Sabine Nîmes, Chentouf Medhi Nîmes, Vizcaïno Sylvie Nîmes, Ichallalen Smail Nîmes, Cosson Emmanuelle salon de Provence, Horard Elodie Salon de Provence, Charmasson Anne Sylvie Nîmes, Estournet Amel Nîmes, Boisgontier Marie Laure Nîmes, Rajon Philippe Canopé Aix marseille, Stéphane Barnoux Nîmes, Lehouffre Thierry Nîmes, Bandel Chantal Marignane.

### Après la présentation du Mas Boulbon...

Propriété municipale, ce magnifique lieu situé à la sortie de Nîmes, direction route d'Arles, accueille les ALSH et les **classes découvertes**.

### Des espaces de loisirs permettent aux enfants de pouvoir faire du vélo, de l'escalade.

Des sorties sur le terrain peuvent être réalisées : découverte de la faune et flore en garrigue au mas d'Escattes, sortie au zoo du Lunaret à Montpellier.

La restauration s'effectue en self-service avec certains plats réalisés sur le site tels que les pâtisseries.

### ... des échanges s'engagent sur le nouveau Projet associatif

Ce projet associatif intervient après 25 années d'Histoire de l'association qui pourraient être distinguées en trois phases :

- premier cap : développement des directions de l'éducation;
- deuxième cap : structuration de l'association;
- troisième cap : consolidation dans le contexte d'un retour dominant à la gestion qui peut s'avérer aux dépens du sens

La lecture du document est faite à haute voix avec arrêts fréquents afin de partager.

Des échanges s'opèrent notamment sur les

termes réflexion/action pour lesquels d'aucuns préféreraient les termes recherche/action. Les termes réflexion/action ne semblent pas suffisants à définir ce que fait notre association. Les termes de recherche/action semblent mieux faire part de résultats et d'acquis, de démarche analytique.

Est relancée la nécessité que notre réseau travaille avec les universitaires. Il nous semble important d'augmenter l'utilisation des études par exemple sur la réussite scolaire, en offrant des domaines d'application aux études de chercheurs sur la complémentarité des temps périscolaires.

Thierry Léouffre est le référent de notre réseau sur ce lien aux universités.

### Tour de table des pratiques formatives :

- ESPE Montpellier Frilosité
- Nîmes développe une licence pro éducation non enseignant (tronc commun plus spécialisation)
- Martigues Ex étudiante : Nouveaux métiers valorisés, professionnalisation.
- Perpignan : petite entrée par les langues dans les NAP (article 6 de la loi de refondation de l'école)
- Formations CNFPT : l'objectif de la transmission des ressources et des expériences au sein de l'ANDEV est d'accompagner sur la valeur éducative les nouveaux agents affectés sur ce périmètre et souvent démunis face aux nombreuses questions et variabilité des domaines d'interventions. Au niveau national, Bernard Maillard est référent de ce domaine. Chantal Bandel l'est au niveau régional assistée de Caroline Guyet pour le relais des ressources avec Marion Aubert, chargée de mission de l'ANDEV.

### Réforme des rythmes et personnels : quel regard sur les économies budgétaires demandées ?

#### Mauguio Carnon

L'impact financier de la réforme a été étudié en détail. L'intérêt de transférer cette compétence à l'agglomération du pays de l'or a été abordé, puis mis en œuvre au regard des économies ainsi réalisées.

La crainte d'une diminution de la qualité éducative a été soulevée et a été rencontrée. En effet, le transfert de la compétence et le non pilotage du dispositif, engendre une perte de proximité des usagers (parents, dir. école.), une baisse de réacti-

vité et peut avoir des conséquences néfastes.

Les enjeux financiers ont été priorités, permettant de réaliser une économie de 120 000 € (optimisation des financements CAF) sur un budget de 470 000 €.

Une vigilance et des réunions mensuelles ont été mises en œuvre afin de veiller à la bonne tenue du dispositif périscolaire et de veiller au contenu transmis.

Une autre source d'économie a été trouvée en réorganisant le nombre d'atsems par écoles maternelles.

La ville maintiendra 1 ATSEM par classe. Auparavant, l'organisation proposait 1 ATSEM polyvalent en complément des effectifs présents dans chaque école (5 ATSEM pour 4 classes, par exemple)

### Perpignan

A Perpignan nous sommes en réflexion sur l'évolution de la Direction de l'Éducation (Action Éducative Enfance) et les perspectives pour les politiques éducatives. Dans le cadre de la rareté des ressources et donc de la nécessité d'optimiser les moyens nous avons dû revisiter nos organisations et nos fonctionnements.

- **Les organigrammes** : mutualiser les différents services et renforcer les transversalités qui s'est traduit fin 2015 par la création :

- D'une division de l'éducation avec regroupement des services scolaires, périscolaire et extrascolaire ;
- D'une division ressources, chargée, en relations avec les directions généralistes respectives (DRH, finances, marchés, techniques ...), de mieux appréhender les problématiques de moyens
- Une division petite enfance qui supervise les structures municipales, sous marchés publics, et liens avec les initiatives qui se développent sur le territoire de la ville : MAM, mini crèches, crèches d'entreprises, ASMAI dans le cadre des RAM... pour mieux répondre à la demande sans forcément investir en deniers publics.
- Une mission Projet Éducatif et Observatoire chargée de coordonner les politiques éducatives gérées directement par la direction (CTEAC, DRE, EEDD, PEDT, CEJ) et suivre les volets éducatifs dans le cadre du contrat de ville, CLC, REAPP... Le but est de mieux orienter l'aide publique vers des projets pertinents et favoriser une meilleure transversalité, éviter les doublons et conforter la crédibilité des actions.

L'objectif de cette réorganisation a été de mieux travailler les transversalités entre éducatifs et techniques, renforcer et rendre visible l'action sur les territoires, cerner le cadre des missions de chacun, favoriser la circulation de l'information ascendante et descendante pour être plus réactif.

Cette réorganisation s'est soldée par le non renouvellement de cinq cadres et d'une dizaine d'agents administratifs et secrétariat (l'administration générale a elle-même appliqué le principe en passant d'une douzaine de DGA à quatre DG/DGST/DGA).

### - Le management des personnels, rationalisation des organisations:

- Restauration, logistiques, entretien des écoles : travail sur les surfaces, les méthodes de travail, les horaires, qui a entraîné des économies notables sans tensions avec les personnels.
- Les ATSEM : pour l'instant maintien d'1 ATSEM par classe, mais les absences de courte durée ne sont plus remplacées, le corps de volantes d'environ 15 personnes a progressivement disparu suite au non remplacement des départs à la retraite et mutation. La gestion est très problématique quand plusieurs ATSEM sont absentes sur une même école.

Comme sur de nombreuses collectivités est à l'étude une réduction du nombre d'ATSEM par école en supprimant le personnel des grandes sections dont les enfants de 4/5 ans n'ont pas forcément besoin d'accompagnement comme les plus petits. Cependant de plus en plus d'école pratiquent le décroisement. Il faut dans ce cas revisiter la place des ATSEM et celle des enseignants, ce qui est exigé. Par contre un contingent de volantes s'avère indispensable.

- Externalisation de la gestion des temps périscolaire et NAP, marché de loisirs avec des associations d'éducation populaire : rationalisation, contrats d'objectifs encadrent au plus près les conventions au risque de compromettre les équilibres économiques et la qualité de l'accueil. Toutefois dans ces situations on observe des innovations et de la créativité qui fait dire qu'il ne faut pas s'interdire ces explorations. Toutefois il faut être vigilant sur les limites.
- Mise en place vis-à-vis des « négligences » constatées dans les écoles et structures éducatives qui se soldent par des dégâts, des vols (ordinateurs portables, tablettes...) des postures plus fermes et des procédures visant à réduire des incidences financières non négligeables.

Devant la tendance des collectivités à se désaisir de leurs responsabilités éducatives non obligatoires et se recentrer sur la « gestion logistique », il faut chercher un nouvel équilibre entre le cadre d'interventions obligatoires et le cadre réglementé de politiques sociales et culturelles devenues incontournables. Les collectivités s'en étaient emparées après les lois de décentralisation

en développant les services sociaux restauration, périscolaires, extrascolaires, à travers les projets éducatifs locaux et les politiques socio-éducatives incitatives de l'Etat CTEAC, DRE, PEDT,... et la petite enfance. En effet nos directions sont celles où se trouvent la majorité des ressources humaines et des budgets de la collectivité. Par ailleurs l'éducation fait actuellement l'objet de défiance. De profondes controverses en traversent les champs.

La mise en place des nouveaux rythmes scolaires a entraîné de fortes dépenses et d'importantes réorganisations qui sont venues considérablement peser sur les équilibres financiers. Pour autant de nombreuses opportunités de cofinancement et de subventions sont proposées et permettent de faire face.

Les missions des directeurs de l'éducation sont complexes et couvrent de nombreux champs de compétences. Il y a une méconnaissance de notre travail de régulation. Nous sommes au centre de collaboration avec de nombreux partenaires et d'enjeux complexes. Le problème est de savoir comment faire la part des choses entre l'obligatoire, l'incontournable, et l'essentiel en fonction de la rareté des ressources et des objectifs politiques.

Comment proposer à des optimisations sans percuter les principes fondamentaux par rapport aux enfants et aux familles qui certainement doivent pouvoir être redéfinis ?

De nombreuses actions peuvent au cours du temps paraître pléthoriques et perdre en crédibilité. L'efficacité en matière d'éducation est difficile à cerner car s'évalue de fait sur le long terme d'où la nécessité de mieux cadrer ce vers quoi on veut aller. Il faudrait donc valoriser nos actions, faire connaître nos directions. Mais à force de faire on ne sait pas toujours faire savoir peut être une autre carte à notre arc qu'il faudrait développer.

### Marignane

Il faut être exemplaire en réinterrogeant les organisations par le haut et étudier de façon approfondie les profils de poste, les affectations et les cycles de travail pouvant être mutualisés. Les organigrammes d'activités et les organigrammes de responsabilité peuvent être des approches de revalorisation des agents et en même temps retrouver des marges de manœuvre.

### Nîmes

Sur les économies à trouver, les grands principes ont été :

- Des mobilités internes accompagnées
- Alertes de la DRH et la DGS sur des temps

d'accompagnement suffisants

- Coopération sur les coûts (doc CDG13) utile à tous
- Nombreux emplois précaires à sécuriser
- Questionnements sur comment réduire la masse salariale (cf. La gazette 25 janvier + 22 février 2016)
- Les jeunes DRH méconnaissent le nombre de nos agents, parfois des arbitrages politiques sans conscience du terrain sauf s'ils fréquentent les conseils d'école. Importance de la méthodologie des directions de l'Education : rappel de la base de sécurité (il y a eu précédemment un enfant mort à Nîmes). L'insécurité professionnelle n'est pas acceptable. Nécessité de débats en amont pour défendre les priorités de notre métier notamment que notre direction travaille pour des tiers dont l'Education nationale. Notre travail d'évaluation est essentiel.

En synthèse, la réponse de la ville a été la modification de la tarification.

### Agglo Alès

Dans le transfert de la compétence éducation à l'agglo (50 communes), le choix de gestion est différent selon les communes, certaines ayant gardé la gestion des affaires scolaires pour le compte de l'agglo. Quoiqu'il en soit, chaque représentant de commune continue d'assister au conseil d'école la concernant.

**Haut Gard Rhodanien** transfert du périscolaire en janvier 2013 à l'agglo (42 communes). Trois coordonnateurs complémentaires qui ont eu pour méthodologie :

- D'observer comment chaque Commune avait organisé son ALSH communal ou associatif en lien avec l'histoire locale,
- D'apporter de l'expertise car les niveaux de compétences des équipes d'animation et l'organisation de chaque structure étaient disparates,
- De combiner l'observation, l'expérimentation et les ajustements... Travail en allers-retours entre optimisation et qualité des contenus pédagogiques et la professionnalisation des agents.

Il y a donc eu un gros travail d'harmonisation sur trois ans pour mieux co créer une identité communautaire. Importance du facteur temps.

La réforme a ajouté de l'anxiété sur le devenir des métiers de l'enseignant (peur de la disparition de l'école maternelle que la réaffirmation en un cycle premier a finalement apaisé). Peur de la substitution des métiers. Enfants également anxieux, en carence d'attention dans ce contexte de peur des adultes.

Il faut encore et toujours prendre le temps de se connaître et faire connaître nos complémentarités.

## SYNTHESE Etudes

### Etude des Questionnaires et Synthèse exposée par Thierry Léouffre

#### TOUR DE TABLE

#### Les solutions d'économie qui seraient à privilégier et les actions validées par nos hiérarchies

##### La Ciotat :

Dans le cadre de la réforme, la réorganisation du périscolaire a démontré la possibilité de travail transversal entre les directions municipales associées. Ce travail se poursuit en s'interrogeant sur la mutualisation des emplois et des compétences, en complémentarités, et en redessinant des priorités dans la réorganisation des collectivités, conséquence de la Loi Nôtre. Les élus souhaitent que les solutions d'économie ne diminuent pas la qualité des actions. Pour l'heure, la réforme a généré de nouveaux emplois, un allongement des contrats de 17 à 21 heures et un plan de formations soutenu dont des BPJEPS.

##### Avignon :

Travailler à un retour au niveau des heures légales (1607 h 00) sur la base d'un volontariat qui permettrait aux agents volontaires de pouvoir travailler sur 4 jours ;

Pour le périscolaire : en contrepartie aux subventions allouées aux partenaires, des interventions gratuites dans le périscolaire par des conventions d'objectifs;

Convention avec l'université d'Avignon facilitant le travail avec des étudiants qui, en contrepartie de ces heures, vont bénéficier des crédits pour la période de leurs études (doc convention à intégrer au compte-rendu);

Convention payante avec l'AFEV.

Avis personnel : se recentrer sur des missions plus essentielles et faire choix de réduction ou regroupements de certains secteurs.

Le périscolaire a également démontré la possibilité de travail transversal entre directions associées.

##### Vitrolles :

Avis personnel : supprimer des cloisonnements qui sont facteurs de gaspillage d'énergie et générateur de coûts. Exemple : œuvrer vers un seul référent chargé des agents (Atsem et agents périscolaires) alors qu'actuellement ce sont deux secteurs distincts.

Il y a un besoin de travailler sur des mutualisations et des réorganisations.

##### Marignane :

Il y a un besoin de n'avoir qu'un seul coordonnateur sur tous les temps d'accueil dans les écoles. C'est

un moyen d'améliorer le rapport à l'enfant et à la famille avec un seul référent. Pause méridienne : place de l'enfant au quotidien (sujet de réflexion dans notre organisation).

Il faut renforcer la transversalité et le travail inter-service en rapprochant des agents ayant un travail avec les mêmes enfants. Rapprochement entre sport et éducation avec valorisation de compétences.

Suppression d'une ATSEM par Classe et travail de collaboration avec IEN et groupe projet pour réinterroger les missions des ATSEM sur le temps scolaire et le temps périscolaire, accentuer le contenu des missions sur l'éducatif et transférer les missions d'entretien des locaux aux agents techniques avec une réorganisation des cycles de travail.

Mutualisation des agents éducatifs dans toutes les thématiques (culturel, sport, environnement, arts plastiques, danse, musique etc. ) afin d'intervenir auprès des enfants sur des temps communs.

Interrogation des organigrammes, de la politique tarifaire, des coûts des services.

Définition d'un plan de formation adaptée.

Interrogation sur les cycles de travail : congés, annualisation, RTT etc.

Nouvelle DSP restauration a permis une économie importante avec une meilleure qualité du repas.

Tous les dossiers avec les partenaires sont révisités, comme les subventions aux associations.

##### Alès :

Plan de conscientisation et de mobilisation sur la recherche globale d'économie : association étroite et directe des agents, consultés pour faire des propositions d'économies au niveau de toute l'Agglo; Tri des propositions juridiquement applicables puis hiérarchisation des pertinences.

Volonté de tirer vers le haut les métiers périscolaires sur le modèle des métiers de la petite enfance. Suppression du principe d'une atsem par classe (gain de 6 postes d'atsem) et suppression de poste de surveillance de sieste.

Modalités de suppression d'une atsem : école avec 3 et 4 classes : - 0,5 poste / 5 classes et plus : -1 poste

Action de professionnalisation avec soutien pour préparer le CAP Petite Enfance en VAE (et renfort pour le ménage en dehors des heures scolaires).

**Réforme des rythmes : plus-value nous forçant à réfléchir, à réinterroger, à qualifier et à faire émerger de nouveaux métiers**



**Martigues :**

Réflexion comme à Salon de remunicipalisation ALSH pour janvier 2017.

Demande de réorganisation sur la structure administrative surtout. Pas de demandes d'agir sur la réduction des moyens auprès des enfants, dans un contexte où il n'y a pas 1 atsem par classe.

Développement de la polyvalence de postes et des complémentarités entre temps périscolaire et extrascolaire.

Avis personnel : pour éviter de diminuer la qualité des conditions d'accueil, il est préférable de réfléchir à diminuer les amplitudes horaires d'accueil (de 7h00 jusqu'à 18h45 précédemment + un équipement ayant des horaires atypiques).

Pour réfléchir aux réductions des niveaux de service, il faut aussi réfléchir sur les contenus.

Actions sur la créativité dans le travail pour redynamiser les agents au travers d'un contenu de formation. Dans ce cadre, il y a un travail commun en cours des directions autour d'un même public, qui est l'enfant, qui ont amené à réinterroger la multiplication des temps forts évènementiels qui se multipliaient dans les différents services et les différents niveaux d'intervention (de l'atsem, à l'animateur, avec les élus, les directeurs de service, etc.).

Il a fallu travailler le contenu et le sens et se réinterroger sur la pertinence de certaines de nos actions et sur nos processus de décision.

Le moyen de travailler le projet est l'art. Méthodologie par un cabinet accompagnateur du PEL/PEG. Les questions sur le vivre ensemble et la mixité en sont le fil rouge.

**Gardanne :**

La réforme des rythmes a donné lieu à la dé-précarisation de 30 agents d'animation qui interviennent sur l'ensemble des temps d'animation. On a vu augmenter très sensiblement la fréquentation des différentes activités depuis 2014. Il y a eu également une réorganisation au sein du secteur éducation et le regroupement de deux services. organigramme à intégrer au compte-rendu

Les propositions d'économies faites, n'ont pas été retenues jusqu'à présent : révision de la tarification, restriction de l'accès, mutualisation des moyens humains.

Ce dernier aspect est assez cloisonné avec une très faible mutualisation des métiers (distinction entre agent de nettoyage, agent de restauration, agents atsem, etc.).

**Un conseil dans nos argumentaires : bien afficher l'importance des recettes en baisse dès l'instant que l'on touche la baisse de la dépense RH dans nos secteurs d'activité.**

**Mauguio :**

Orientation majeure vers la mutualisation des services, avec un regroupement de deux directions dont un concernant le sport et l'éducation, avec l'objectif que certaines agents des sports prennent en charge des actions éducatives périscolaires. Cela a libéré deux cadres B vers des remplacements sur d'autres métiers et notamment de la direction et de l'administration et présente donc une exemplarité par rapport aux agents de terrain.

Pôle Jeunesse, médiation, solidarité

La deuxième piste est la demande aux associations de prendre une partie des fluides en charge, mais cela induit un impact sur le coût des cotisations des licences sportives pour les associations sportives.

Il y a un débat à avoir entre l'essentiel et l'accessoire : mais pour éviter d'être une ville dortoir, il faut être attentif à l'accessoire qui renforce la vie locale.

Il faut permettre une meilleure implication dans la gestion RH des services opérationnels. Ces derniers demandent à avoir une responsabilisation de la gestion RH avec un retour sur investissement dans le cadre d'économies qui seraient dégagées à partir de cette responsabilisation, en primes pour le personnel par exemple.

**Sète :**

Action de mutualisation de 3 services sous un seul pôle regroupant Enfance/Jeunesse, Education et Restauration Collective (exemple : agents de restauration ont cumulé avec agents d'entretien, ce qui a déprécié et créé des postes à temps complet.

45 atsem ont été amenées à travailler sur le temps méridien et ce qui a eu un retour très positif sur la qualité éducative dans la continuité du suivi des enfants.

Passage à 24 CDD supplémentaire avec annuaire du temps de travail pré-scolaire/extra scolaire, Chaque animateur à une « fiche de route » pour l'année scolaire. Ce qui se traduit par la qualité du travail et de l'accueil des enfants.

A venir : dégager du temps de travail pour le partage d'expérience et de débats entre les professionnels.

Convention d'objectifs avec des associations subventionnées à qui il est demandé de donner du temps d'intervention en contrepartie des subventions et ce, pour le temps périscolaire. Cela permet de booster la qualité des intervenants avec des niveaux de qualification élevés et un retour très positif des familles.



Des divergences subsistent encore dans le partage des pratiques et du faire ensemble (Atsem/Animateurs).

### Salon de Provence :

Contexte particulier : Période de crise à un moment donné compte tenu des difficultés financières de la collectivité avec blocage total des dépenses.

Des pistes d'économies ont été mises en œuvre mais il faudrait mutualiser les moyens et redéployer des agents des missions non prioritaires avec un plan de formation ad hoc. Il faudrait avancer davantage sur les mutualisations interservices, revoir le plan de formation professionnelle et le redéploiement de certains secteurs « accessoires » sur pilier éducatif.

Temps de travail trop bas et il faudrait revenir sur la base du temps de travail légal des 35 h (rapport cour des comptes).

Sur les autres économies : il y a la piste liée à la dotation par enfant et par école qui est allouée à chaque école.

Il y a une autonomie dans la gestion d'une enveloppe allouée au service à expérimenter. Par exemple, 20 % d'économies en restauration grâce à un travail sur le gaspillage, avec un travail sur les portions, sur les menus, etc.

Il faudrait retravailler les enveloppes sur le transport scolaire pour toute la gestion des sorties, surtout si on reprenait ce service en interne. L'idée d'une reprise en régie émerge car l'entente entre service de transports privés avec une pratique de prix exorbitants n'est pas acceptable.

Démarche de gestion intercommunale pour la restauration scolaire entre Salon et Pelissanne (10 000 habitants).

Il faut aussi s'interroger sur réorienter les subventions de fonctionnement dans le cadre du PEL par exemple et pour lesquels il faudrait développer des actions de contrôle de gestion.

### Nîmes :

Travail prioritaire de la ville effectué sur les recettes sur les ALAé et sur la restauration scolaire.

Sur les associations, le logiciel agathe permet de voir les cumuls et interrogations historiques.

Action de professionnalisation de 108 postes qui ont surtout généré une dépense supplémentaire.

Refuser les actions générant de nouvelles dépenses : exemple des classes de 2 ans ou exemples du projet « tablettes ».

Action souhaitée techniquement mais pour le moment non reprise par les élus) concernant la gestion du patrimoine scolaire : en réfléchissant à la réduction du nombre des groupes scolaires (logique pédagogique entre maternelle et élémentaire, réduire les coûts de fonctionnement, dégager du foncier, mixité sociale) y compris sur des scénarios d'implantation de classes élémentaires de CM2 dans des collèges ;

Avis personnel : il faut aussi ne pas oublier de s'interroger sur le fait que certaines actions de service public sont en concurrence avec des activités sur le secteur privé et peuvent de ce point de vue ne pas correspondre à une action publique palliant une défaillance du secteur privé.

### CANOPEE (Ex-CDDP).

#### Restructuration suite à rapport de la cour des comptes.

Tous les directeurs de CRDP ont été remerciés.

Les anciens CDDP ont été transformée en « atelier Canopé » et il en demeure 1 dans chaque département.

Sont conservées les missions de proximité et les ateliers Canopé qui sont ouverts au public avec des conseillers documentaires et numériques.

Les ateliers Canopé sont labellisés en tant qu'organisme de formation et ils sont reconnus comme tel pour l'EN, mais aussi pour la communauté éducative.

Actions évènementielles de Canopé : rencontres de l'Orme : 8 et 9 juin à Marseille pour la 21<sup>e</sup> édition. C'est l'un des trois événements nationaux concernant le numérique éducatif avec le salon Educatice à Paris (généralement en novembre mais positionné en mars cette année du fait des attentats de 2015) et l'Université Ludovia dans les Pyrénées à la fin août.

Participation de l'Andev aux rencontres de l'Orme qui gère et anime l'Espace Ville numérique.

Valorisation des actions numériques des villes. Avec un espace d'échanges entre communes sur les actions numériques. Programmer des temps de débats tels que sur les options de plan d'équipements numériques retenues par les différentes collectivités. Permettre une meilleure lisibilité des actions communales.

Pour cette année proposition de réaliser un panneau d'1m20 par 1,80m qui sera posé sur des grilles; la maquette du panneau distingue une partie « fiche signalétique de la commune », puis « PEDT » puis « choix organisationnels » concernant les Tices et leur conséquence sur les Temps éducatifs . La collectivité donne le texte pour la maquette standard que Canopé met en forme. L'impression doit être faite sur aquilux et c'est à la collectivité de le faire faire avec son marché d'imprimeur (compter environ 120 euros).

Présence sur les deux jours, voir entre collaborateurs. Invitation à prévoir des élus communaux : donner les éléments à Philippe Rajon afin qu'il fasse les invitations officielles.

L'assemblée se questionne sur le référentiel pédagogique qui mettrait à l'abri les collectivités d'une course à l'armement, sans fin en termes d'investissement, sans arrêt à renouveler pour suivre les évolutions technologiques très importantes dans ce secteur. Les grandes villes (telles que Bordeaux, Nîmes, Perpignan, Lyon, Dunkerque forment un groupe de travail sur ce sujet).

Rappel de Philippe : Les préconisations de l'EN sont de créer un pôle numérique et matériels nomades dans la classe (fin de la salle TICE). Rappel de Marie-Christine de Perpignan : les efforts d'équipement ne sont viables qu'à la condition qu'il y ait formation EN des enseignants. Rappel de Mehdi de Nîmes : l'équipement numérique doit avoir pour objectif principal de soutenir la transformation des pédagogies.

#### **Présentation du Printemps des écoles à La Ciotat les 30 et 31 mars.**

La quatrième édition du Printemps des écoles aura lieu les 30 et 31 mars à La Ciotat. Née de la volonté d'un espace de rencontres des acteurs de l'Education au moment du décret Peillon, elle est, depuis, un rendez-vous à la fois ludique et instructif ayant pour objectif de sensibiliser les familles ciotadennes à la vie de leurs enfants au sein de l'école.

Le thème de cette quatrième édition est « Réussir ensemble ».

Après la réussite des trois précédentes éditions, la municipalité a décidé d'offrir une nouvelle impulsion à ce rendez-vous annuel des acteurs de l'éducation.

Ainsi, le « Salon Education et Territoires 2016 » poursuit ses rencontres éducatives, ses ateliers pédagogiques et ludiques ouverts à tous, ses

espaces de formation en développant un concept plus large d'échanges et de débats avec une journée consacrée aux Projets Educatifs de Territoires le 31 mars 2016. Les élus et les techniciens des collectivités territoriales auront ainsi un espace privilégié, un temps de réflexion, d'échange d'expériences et de rencontre avec les personnels de l'Education Nationale, les réseaux nationaux, les parents, les partenaires associatifs et privés.

Parmi les différents réseaux, seront présents l'ANDEV, dont son réseau régional sud méditerranée, et le réseau des villes éducatrices sont parties prenantes de cette journée.

**Par Chantal Blandel,  
Janine Bouvat et Thierry Léouffre,  
Equipe de coordination  
du réseau ANDEV sud-méditerranée**

## Groupe de travail sur le Gaspillage alimentaire

Depuis quelques années les Directeurs de l'Éducation qui ont en charge la restauration scolaire sont fortement sollicités par leurs élus sur le sujet du gaspillage alimentaire. Force est de constater que la restauration collective et donc de fait la restauration scolaire est un domaine qui évolue régulièrement et qui interroge surtout lorsqu'on confronte les obligations réglementaires à l'éducation et tout ceci dans un contexte budgétaire de plus en plus contraint.

### L'ANDEV a donc proposé de réitérer la démarche entreprise en 2012 sur la tarification en réunissant les forces vives autour de ce thème.

Se sont retrouvés autour de la table : l'ANDEV, la Ligue de l'enseignement, AGORES (Association nationale des directeurs de la restauration municipale) et SODEXO.

A ce jour, le groupe s'est réuni 2 fois et s'est mis d'accord sur la réalisation d'un guide pratique destiné notamment aux acteurs de la restauration collective territoriale (professionnels de la restauration et du service aux convives, élus, formateurs, délégataires) dans le domaine de la restauration scolaire et extrascolaire essentiellement du premier degré et bien entendu par extension il pourra être approché par les acteurs de la petite enfance, des personnes âgées et du second degré.

L'objectif du guide est de proposer aux acteurs un outil pratique de référence sur les leviers pour réduire le gaspillage alimentaire en restauration collective territoriale et :

- comprendre les causes
- informer et former les acteurs
- accompagner et agir
- évaluer.

Le Groupe est donc composé de :

- Nicolas RICHARD Directeur Petite Enfance, Enfance-Jeunesse et Vie Scolaire -Ville de SENE
- Sandrine LE ROCH - Responsable Activités extrascolaires/Restauration - Ville de Vannes
- Jessica SAUVETRE - Responsable Développement durable- EPARC d'Angers
- Sandrine MARTIN – Responsable de la restauration scolaire - Ville de Nort sur erdre
- Laurence BOTHE - Responsable Coordination Territoriale - ville de Rennes

- Pol-andré HENRY - Responsable restauration - Ville de Cholet
- Nicolas DEBUCQUET – Directeur de l'Éducation - Ville de Cholet
- Laurent FAZILLEAU, directeur du Centre Municipal de Restauration - Ville de la Roche sur Yon
- Patrick OFFERTELLI - Directeur de la cuisine centrale de Nantes
- Patrick BOONEFAES - Responsable Qualité Sodexo Éducation Centre Ouest
- Michel LE JEUNE - Responsable du service vie éducation scolaire - Ligue de l'enseignement

Le groupe de travail prendra aussi l'attache de chercheurs qui œuvrent sur l'analyse sensorielle et l'éducation du goût. Mireille Cardinal a donné son accord pour y participer.

**Le groupe espère pouvoir présenter son travail en fin d'année et notamment lors du prochain congrès de l'ANDEV, les 7, 8, et 9 décembre à Brest.**

**Par Nicolas Debucquet**

Secrétaire National de l'ANDEV  
Coordonnateur du réseau Grand Ouest

## L'action éducative en pratique



Dynamiser l'**innovation éducative locale**, organiser le travail des **ATSEM** dans les temps périscolaires, utiliser la sectorisation comme outil de **mixité sociale scolaire**, articuler **projet d'école** et **projet éducatif local**, choisir le bon mode de gestion pour l'**entretien des locaux scolaires**, garantir qualité et sécurité dans le service de **restauration scolaire**, s'engager dans un programme de **réussite éducative**, etc. : autant de sujets que *L'action éducative en pratique* aborde de façon simple et opérationnelle.

**150 fiches et outils pratiques**, ce service documentaire apportera des réponses claires à chacune de vos interrogations :

- > Diriger un service municipal de l'éducation
- > Mettre en oeuvre le projet éducatif local
- > Financer les actions éducatives

Editions WEKA, l'abonnement comprend :

1. Le guide de référence
2. L'accès au site Internet des abonnées [www.weka.fr](http://www.weka.fr)
3. La lettre d'information hebdomadaire

Contactez WEKA au 01.53.35.16.16

## L'art fait-il grandir l'enfant ?

Essai sur l'évaluation de l'éducation artistique et culturelle

**Auteur(s) :** Jean-Marc Lauret

**Éditeur :** Éditions de l'Attribut

**Collection :** La culture en questions

**Reliure :** Broché

**Date de sortie :** 16/12/2014

« L'éducation artistique vise à renforcer la capacité des élèves à penser et à apprendre par eux-mêmes, à prendre conscience de leur potentiel, à l'accepter et à l'utiliser. »

Souvent reléguée après les apprentissages fondamentaux, l'éducation artistique et culturelle ne va pas de soi. Elle est toujours à justifier par ses partisans. Ses objectifs peuvent diverger : réussite scolaire, intégration professionnelle ou épanouissement personnel ? Autrement dit, l'art fait-il grandir l'enfant ?

Jean-Marc Lauret tire les enseignements des nombreuses recherches (principalement anglo-saxonnes) conduites depuis trente ans dans les sciences de l'éducation, la sociologie et les neurosciences. Plutôt qu'une conception utilitariste, il privilégie une approche qualitative en s'appuyant sur les compétences forgées par l'éducation artistique : créativité, imagination, confiance personnelle, concentration, faculté d'apprentissage, estime de soi, ouverture à l'autre, prise de conscience de son environnement.

Interrogeant la question de l'évaluation dans les politiques publiques, ce livre pose in fine les jalons de ce que pourrait être l'évaluation d'une politique d'éducation artistique et culturelle. À mettre entre les mains de tous les parents, enseignants, de la maternelle à l'université, artistes et acteurs culturels, et des décideurs qui s'intéressent tant aux questions d'éducation et d'art que d'évaluation.

## Dessiner les contes : ateliers éducatifs à faire à la maison



**Auteur(s) :** Annie Byache ,

Nathalie Carpentier

**Éditeur :** Eyrolles

**Reliure :** Broché

**Date de sortie :** 18/02/2016

**Collection :** Jeux et activités

**Rayon :** Maternité et Puériculture/Éducation et développement de l'enfant

Une méthode en 10 séquences pour contribuer à l'éveil de son enfant avant 6 ans. Fondée sur le dialogue et sur l'univers des contes, elle permet de développer son imagination et sa créativité.

Tarif : 19,90 € TTC

## La Communale

Éditions de l'ANDEV :  
Ville de Saint Denis, Centre  
administratif, 2 place du  
Caquet, 93200 Saint Denis

**Directrice de la publication**  
Rozenn Merrien

**Rédaction ANDEV,**  
**Comité de rédaction**  
Rozenn Merrien, Janine Bou-  
vat, Bernard Maillard, Thierry  
Vasse, Nicolas Debucquet

**Maquette - Réalisation**  
Réseau Canopé

**Imprimerie de Réseau Canopé**  
Téléport1@4 BP 80158 86961  
Futuroscope Cedex

**ISSN en cours**

**Dépôt légal SEPTEMBRE**  
2016

